

T A B L E DES M A T I E R E S

Mois de Mars 1701.

M ercure Historique & Politique , contenant l'état present de l'Eu- rope.	167
Nouvelles de Rome & d'Italie.	ibid.
Reflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.	284
Nouvelles d'Allemagne.	291
Reflexions sur les Nouvelles d'Allema- gne.	301
Nouvelles de France.	307
Reflexions sur les Nouv. de France.	324
Nouvelles de Pologne & du Nord.	328
Reflexions sur les Nouvelles de Pologne.	331
Nouvelles de la Grand' Bretagne.	332
Reflexions sur les Nouvelles de la Grand' Bretagne.	350
Nouvelles d'Espagne , des Pays-Bas & de Hollande.	351

F I N.

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

*Contenant l'état present de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours,
l'interêt des Princes, leurs brigues,
& generalement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois d'Avril 1701.

Le tout accompagné de Reflexions Politi-
ques sur chaque Etat.



A LA HAYE,

Chez HENRI van BULDEREN, Marchand
Libraire, dans le Pooten, à l'Enseigne
de MEZERAY.

M. D C C I.

Ayuntamiento de Madrid. Avec Privilege des Etats de Hollande & Westf.

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours,
l'intérêt des Princes, leurs brigues,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois d'Avril 1701.

Le tout accompagné de Reflexions Poli-
tiques sur chaque Etat.

NOUVELLES DE ROME ET D'ITALIE.

I. **L**E Pape n'eut pas plutôt re-
ceu la lettre du Roi d'Es-
pagne, dont nous fimes
mention le mois der-
nier, qu'il répondit au
Nouveau Monarque. La Réponse de
Sa Sainteté étoit conçue en ces ter-
mes. R 2

Lettre

Lettre du Pape Clement XI. au Roi d'Espagne.

NOTRE très cher Fils en Jesus-Christ, Salut. Quand V^{otre} Majesté nous écrit, par sa Lettre datée de Bordeaux le 30. du mois de Décembre dernier, qu'Elle tire un bon augure de ce que précisément dans le tems même que V^{otre} Majesté se met en chemin pour aller occuper son Trône dans les Espagnes, elle a remarqué que nous avons été placez sur le Trône Apostolique; c'est une preuve bien forte de vos bonnes intentions pour nous, dont vous nous donnez un plus grand témoignage quand vous nous assurez du soin que vous aurez de vous conserver dans l'idée que vous avez du Siége où notre humilité a été élevée. Mais quand nous pourrions vous persuader, par un aveu sincere de notre insuffisance, que ce n'est que par une tendresse singulière pour nous que vous nous regardez avec trop d'indulgence dans les louanges que vous nous donnez avec tant d'affection; & que nous puissions vous porter à nous plaindre plutôt qu'à nous féliciter par le poids du fardeau qui surpasse nos forces, nous aimons mieux cependant vous taire les justes sujets de notre inquiétude, que de diminuer le moins du monde, en vous les exprimant, la joye qui doit vous revenir de l'applaudissement des

Peuples qui vous voyent venir sur le Trône avec les perfections de vos Pères, & avec vos propres vertus. Allez donc, Grand Roi, avancez heureusement & regnez, mais regnez prenant Dieu pour guide & pour Protecteur de vos desseins; & égalez la pieté insigne de vos Ancêtres par votre justice, & par une déférence filiale pour ce Saint Siége. Remplissez si dignement le titre de Catholique que personne ne puisse se defendre d'avouer que vous l'avez pris avec raison. Pour nous, nous demandons au Ciel par nos prières réitérées, comme vous le souhaitez, qu'il vous éclaire de ses lumières; & pour un gage sincere de notre bien-veillance paternelle, nous vous donnons avec beaucoup de tendresse notre Bénédiction Apostolique. Donné à Rome le 6. jour de Février de l'an 1701.

Nonobstant les complimens que fait le S. Pere à ce Monarque, & sa Bénédiction Apostolique, il n'a pas encore jugé à propos de lui accorder ce qu'il lui demande, & par son Ambassadeur & par les Ministres de France. Il demeure toujours ferme dans la resolution qu'il a prise de ne se déclarer qu'en cas de rupture. Le Duc d'Uceda, Ambassadeur d'Espagne, & le Cardinal de Janfon, qui est chargé des affaires

de France, ne cessent de lui demander l'Investiture des Royaumes de Naples & de Sicile au nom du Roi Catholique, mais il répond toujours que la même demande lui ayant été faite plusieurs fois au nom de l'Empereur, la chose mérite qu'il prenne du temps pour y penser; que certaines raisons de Politique l'engagent à ne précipiter rien, parce que cela pourroit exciter un plus grand feu, & que comme Pere commun il souhaite la satisfaction des deux partis.

Ces Ministres, qui voudroient l'engager à quelque prix que ce fût dans une Alliance avec la France, lui offrent tantôt de grands avantages, & lui disent tantôt sans détour, que s'il persiste à refuser cette Investiture à Sa Majesté Catholique le Roi Très Chrétien se verra contraint de la prendre par force, & que l'Italie court risque de se voir ravagée par l'armée Françoisé qui est dans le Milanez & qui se renforce tous les jours. Mais tout cela jusques ici n'a pas été capable de faire changer; le Pontife, qui répond d'un sang froid, qu'il compte sur la moderation de Sa Majesté Très-Chrétienne, & qui ajoûte en même temps, que si l'Italie a le malheur de se voir exposée aux hostilités

tez des François, il avoüera en gémissant que c'est un châtement du Ciel, mais qu'il espere que ce châtement sera salutaire à l'Eglise & que Dieu le tournera en bien. Pour cet effet ayant tenu un Consistoire le 21. de Fevrier il y fit un très-beau Discours, pour représenter le grand besoin qu'on avoit d'implorer le secours d'enhaut, afin de détourner les calamitez, dont la Chrétienté en général & l'Italie en particulier étoient menacées, & il fit dessein de faire publier un Jubilé Universel qui a duré quinze jours. Ce Jubilé fut publié le 2. du mois de Mars, & Sa Sainteté en fit elle-même l'Ouverture en célébrant pontificalement la Messe dans la Chapelle de Sixte V. où le Sacré Collège assista. On fit en suite la Procession dans la grande Place du Vatican; le Pape suivi par les Cardinaux, par les Prélats, & par les Clercs, donna la Bénédiction au peuple.

Ces Prières publiques n'ont pas empêché qu'on n'ait tenu diverses Congregations d'Etat & de guerre sur l'armement qui a été resolu, pour défendre les Frontieres de l'Etat Ecclesiastique. Outre les levées qui ont été déjà faites on travaille à en faire d'autres. Les Milices ont ordre de se tenir prêts, & les

Legats de Boulogne & de Ferrare ont touché les sommes nécessaires pour mettre en bon état toutes choses. Comme l'argent est rare à Rome & qu'il en faut néanmoins dans cette circonstance on met tout en usage pour n'en manquer pas. Les Charges des Clercs de la Chambre se donnent à ceux qui en offrent le plus. On vend pareillement celles de Capitaines de Cavalerie, & d'ailleurs le Pape fait des emprunts; on prétend que le Grand Duc de Toscane lui a offert un demi Million.

Avec ces précautions Spirituelles & Temporelles le Pape s'attend avec résignation à tout événement, & il n'expédie aucunes Bulles des Evêchez des Royaumes de Naples & de Sicile, pour ne pas préjudicier aux vûes de Paix qu'il peut avoir encore, ou aux intérêts du S. Siege. S'il faut même ajouter foi à quelques lettres, il fit ôter dernièrement les Armes Royales qui étoient sur la porte de l'Eglise des Napolitains; pour montrer que le S. Siege a la Souveraineté, & le Domaine direct du Royaume de Naples. Sa Sainteté accompagnée du Sacré Collège alla visiter le 4. de Mars les Autels de l'Eglise de S. Pierre. Elle visita aussi l'Hôpital du S. Esprit, donna des Medailles d'ar-

gent

gent aux Malades avec la bénédiction, & administra elle même l'Extrême Onction à l'un d'eux. Le 10. de ce mois elle a dû être Couronnée à S. Jean de Latran avec les Cérémonies accoutumées.

II. La Congregation du S. Office a été fort occupée au sujet d'une nouvelle Secte qu'on dit avoir été découverte aux environs de Rome. Le Pape a ordonné à cette Congregation de ne décider rien sur l'affaire des Missionnaires de la Chine sans son consentement. On parle de la Canonisation de quelques Nouveaux Saints, entre autres du Bienheureux André d'Aellino, Theatin, de la B. Catherine de Boulogne, & du Cardinal Paul Burale, Archevêque de Naples.

III. Le Cardinal de Bouillon partit de Rome le 22. de Février pour se rendre à son Abbaye de Clugni. Les Sbiens se promènent impunément dans tous les Quartiers de Rome où demeurèrent les Ambassadeurs, ce qui fait juger combien les Souverains ménagent Sa Sainteté dans la conjoncture présente. Elle a déclaré que lors que les Couronnes se seroient desistées de la guerre, elle seroit la Promotion des Cardinaux à leur nomination. Cependant elle ne

R 5

celle

cesse de les exhorter par ses Brefs à accepter sa Mediation pour la Paix, & on marque toujours que de temps en temps il lui échape des plaintes & des soupirs à la vûe des malheurs dont l'Italie est menacée par l'arrivée de tant de troupes étrangères. Il a été resolu de dresser une Bibliotheque à Monte Cavallo, & M. Batteli en a été nommé Bibliothequaire avec une pension de huit cens écus. La Reine Doiiairiere de Pologne peu satisfaite du Pape se dispose à retourner à Warsovie.

IV. Le Comte de Tessé a été fait Capitaine Général par Sa Majesté Très-Chrétienne, ce qui est un degré entre les Maréchaux de France & les Lieutenans Généraux. Cette Dignité n'étoit plus en usage parmi les François, mais elle l'avoit été sous la Minorité de Louis XIV. Elle avoit été inventée par le Cardinal Mazarin pour s'affranchir de la persecution de quelques gens qui prétendoient avoir mérité le Bâton de Maréchal, ou qui d'ailleurs croyoient que c'étoit un deshonneur pour eux que de n'être que simples Lieutenans Généraux.

Ce Nouveau Capitaine Général arriva à Venise le 19. de Mars, venant de Milan. Il alla loger avec le Cardinal

nal d'Etrées dans le Couvent des Cordeliers. L'Ambassadeur d'Espagne le regala magnifiquement le 22. Ce même jour le Senat tint un Conseil secret sur les affaires presentes, en suite de quoi le Comte partit en poste pour retourner dans le Milanese. On assure qu'il n'a point réussi dans le dessein qui l'avoit amené à Venise, & que ses remontrances aussi bien que celles du Cardinal d'Etrées pour engager la Republique à conclurre un Traité d'Alliance avec la France & l'Espagne, ont été inutiles. On prétend que le Senat panche du côté de la Neutralité. Cependant il se met en état de n'être point surpris, & il continue avec toute la diligence possible à faire pourvoir toutes les Places frontieres des Munitions nécessaires, & plusieurs Villes ont offert de lever des troupes à leurs dépens pour la défense de l'Etat, qui veut avoir vingt mille hommes.

Le Chevalier Aluise Foscari ni a été fait Procureur de S. Marc, moyennant la somme ordinaire de vingt-cinq mille Ducats, & M. Jean François Morosini a été nommé pour l'Ambassade de Rome.

V. Le Duc de Savoye ayant accordé passage sur ses terres à la Cavalerie

Françoise, elle commença dès le mois dernier à passer par Suze. On fait travailler dans toutes les Places de Son Altesse Royale à dresser des Rôles de tous ceux qui sont capables de porter les armes depuis l'âge de dix-huit ans. L'Ambassadeur de France à Turin eut dernièrement une Audience de Son Altesse Royale, au sujet du mariage proposé entre le Roi d'Espagne & la Princesse de Piemont. La Cour de Savoye a nommé le Comte de Rocca en qualité d'Envoyé pour aller complimenter le Roi de Prusse sur sa nouvelle Dignité. On assure qu'un Colonel Suisse ayant été envoyé de Turin dans son País, avec ordre d'y acheter des chevaux pour la remonte de la Cavalerie de Son Altesse Royale, ces chevaux au nombre de quinze cens ont été arrêtés par ordre de l'Empereur.

VI. L'arrivée des troupes Françoises dans le Milanez y a excité des desordres que les Commandans ont tâché d'apaiser autant qu'ils ont peu. Mais les habitans ne s'accoutument pas de ces nouveaux hôtes: aussi est-il dangereux pour eux de s'écarter; car on en a trouvé plusieurs égorgez. Le Roi d'Espagne a envoyé ordre au Prince de Vaudemont de réduire la Cavalerie de l'Etat de Milan

lan à quatre Regimens, dont le premier sera donné au Marquis de Los-Balbazes, le second au Prince de Trivulzio, le troisième à D. Gaetano Coppola, & le quatrième au Marquis de Valdefuentes. Son Altesse envoya le mois dernier huit cens Espagnols dans le Château de Mirandole, mais la Princesse de ce nom s'étant excusée de les recevoir, jusqu'au retour d'un Courier qu'elle expédia d'abord au Cardinal Legat de Ferrare, on lui répondit qu'on ne lui donnoit que deux heures pour prendre sa dernière résolution, à quoi on ajoûta que si elle refusoit l'entrée de ces troupes dans ce Château on ravageroit toutes ses terres.

Cette menace ayant intimidé la Princesse elle leur ouvrit les portes. Il n'en a pas été de même de la Ville d'Alexandrie, on y avoit fait entrer des troupes Françoises, mais les habitans ayant pris les armes elles furent obligées d'en sortir, & on les envoya à Vaure, à Trezzo & à Cassano. La Ville de Cremona est remplie de ces troupes. On y compte dix mille hommes d'Infanterie & quatre de Cavalerie, mais il en desertent tous les jours aussi bien que de celles qui sont dans les autres Places. On mande que tout un Regiment qui étoit

R 7

à Lodi

à Lodi deserta le mois dernier, à la reserve des Officiers. L'Empereur a toujours des partisans à Milan, & sur tout la populace est fort portée pour Sa Majesté Imperiale, dans ce pais-là. La Noblesse s'y est déclarée pour le Nouveau Roi, cependant il y a bien des Grands qui sont regardez comme suspects, entre autres le Grand Chancelier, & le Prince Razini son frere. Ce dernier receut même ordre il y a quelque temps de sortir du Milanez en vingt-quatre heures. Si l'on veut ajoûter foi à quelques bruits, le Comte de Tessé ayant voulu desarmer les habitants de Milan, & faire porter leurs grains dans les Magazins Royaux, la populace s'atroupa devant sa maison & les Boulangers fermerent leurs boutiques. Il est certain que la tranquillité ne regne pas dans ce Pais-là.

On ne sçait pas encore au juste le nombre des troupes Françoises qui sont entrées en Italie, ou qui doivent entrer, le bruit court néanmoins qu'il y aura cinquante-cinq Bataillons, & quarante Escadrons. Pour l'armée que l'Empereur y doit envoyer elle sera de plus de quarante mille hommes. Déjà plusieurs Regimens Imperiaux sont même arrivez sur les Frontieres, & ils se font

sont emparez des passages qui leur peuvent donner l'entrée dans le territoire de Verone, lors que les autres troupes qui sont en marche seront arrivées. C'est le Regiment de Nigrelli qui a fait cette expedition, étant arrivé le premier auprès de Roveredo.

VII. La Republique de Gênes envoie M. Negroni en France en qualité d'Envoyé Extraordinaire, & M. Ambroise Imperiali en Espagne pour reconnoître le nouveau Roi. Cette Republique leve deux mille hommes d'Infanterie, pour le service du Pape, qui a resolu de faire camper ses troupes le long du Pô pour couvrir l'Etat Ecclesiastique, & mettre Garnison dans la Ville de Mantouë, afin d'en empêcher l'entrée aux troupes étrangères.

On écrit de Naples qu'on n'y veut recevoir d'autres troupes que celles d'Espagne. On ajoûte même que le peuple n'y est pas moins animé contre les Espagnols que contre les François: qu'ils y crient Vive l'Empereur, & qu'il y est arrivé quelque émeute.

Pour revenir à Milan, on dit qu'un Officier François y fut tué le mois dernier en plein jour par un habitant, & que le Prince de Vaudemont ayant envoyé quarante mille écus en Suisse à compte

compte des pensions dûes par l'Espagne, les Cantons avoient refusé d'accepter cette somme, parce qu'ils prétendent une entière satisfaction. Cette démarche des Suisses donne lieu à diverses reflexions.

IX. Le Duc de Mantouë a été fort sollicité à entrer dans les intérêts de l'Espagne, & à recevoir une Garnison Française dans la Capitale de ses Etats. Ce Prince a toujours répondu qu'il ne vouloit avoir que des troupes du Pape. Sur ce refus on a fait marcher quelques Regimens à Castiglione, & aux Places voisines du Mantouïan, & le Comte de Tessé y entra la nuit du 4. au 5. de ce mois, avec un detachment considerable. Les Italiens sont terriblement alarmez de voir la maniere absolue avec laquelle les ordres de la Cour de France s'exécutent.

Reflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.

I. **I**L y a long-tems qu'on n'avoit vu un commencement de Pontificat plus épineux & plus difficile que celui-ci. Le Pape en un certain sens a quelque

raison

raison de dire à Sa Majesté Catholique, qu'on devroit plutôt le plaindre que le féliciter, tant le poids de son fardeau est pesant, & ce semble, au dessus de ses forces. De quelque côté que le nouveau Pontife envisage les affaires il ne voit que précipices. Il ne peut embrasser un parti sans s'attirer l'autre sur les bras, & sans exposer en même tems toute l'Italie aux hostilités de celui qu'il sera de la politique de ne point favoriser. Le pas est sans doute glissant. C'est aussi pour cette raison qu'il balance à se déclarer, & qu'il persiste à demeurer dans une situation incommode pour ceux qui voudroient l'attirer dans leurs intérêts.

Ce qu'il y a d'assez singulier, on caresse ce Pontife, & on le menace en même tems: mais il paroît jusques ici que rien ne peut l'ébloûir, ni l'intimider: & l'on commence à s'apercevoir que c'est un tout autre Pape que celui sur lequel la France comptoit. On le croyoit si devoié aux Espagnols & aux François que personne ne doutoit presque qu'il n'embrassât d'abord leur parti. Mais en changeant de nom & de Dignité il a changé d'inclination. *Honores mutant mores*, ou plutôt comme dit Gombaud dans l'une de ses Epigrammes,

Les honneurs forcent l'ascendant.

Le panchant du S. Pere tandis qu'il n'étoit que Cardinal a pû être pour la France, mais étant devenu Pape il a eu d'autres interêts à soutenir; ce sont ses interêts propres. Or qui ne sçait que l'interêt commande aux Princes.

Tout ce qu'on pourroit trouver à redire à la conduite de Sa Sainteté, c'est que cachant ses veritables sentimens elle laisse entrevoir les mêmes esperances à l'Empereur & au Roi de France. Il est certain qu'à proprement parler elle amuse ces deux Puissances, car enfin il faut nécessairement que l'une des deux soit trompée. Mais c'est en cela que le Successeur de S. Pierre paroît habile & digne de l'Emploi Suprême qu'il croit si fort au dessus de ses forces. A l'égard des particuliers, disent les Politiques, la dissimulation est un défaut, parce qu'elle détruit la Societé Civile: mais à l'égard des Souverains, c'est une vertu d'office, parce que c'est une condition absolument requise pour bien gouverner.

IV. Les autres Princes & Republiques d'Italie ne sont pas dans un moindre embarras que le Pape, & chacun attend la resolution que prendra le Pontife, pour se déclarer. Cependant on entrevoit bien que le Roi d'Espagne

trou-

trouvera des difficultez en Italie, si une fois la guerre se trouve engagée, ce qui paroît presque inévitable. Car enfin la plupart de ces Puissances conviennent de la justice des prétentions de Sa Majesté Imperiale, & particulièrement de la nécessité qu'il y a de l'appuyer pour maintenir l'équilibre entre l'Empereur & la France, en cas que de la part de celle-ci on refuse de convenir d'une satisfaction raisonnable. Dans cette attente on arme par tout pour n'être pas surpris, & selon toutes les apparences on verra le mois prochain de grandes forces sur pié en Italie aussi bien qu'ailleurs, en attendant l'évenement des negociations qu'on n'a pas encore abandonnées. Le parti de la neutralité paroît commode à ceux qui ne veulent pas s'engager temerairement, mais on remarque une défiance reciproque qui rend les mesures fort incertaines. En effet tel est neutre aujourd'hui qui prendra son parti demain.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

LEs Commissaires de l'Empereur & du Grand Seigneur ont travaillé

vaillé avec beaucoup de diligence à finir l'affaire de la separation des Limites entre les deux Empires, & on assure que le reglement en fut signé sur les Frontieres de Transilvanie le 5. du mois dernier.

II. Le jeune Comte de Harrach, Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale à Madrid, arriva à Vienne vers le commencement du mois dernier, & le même jour que ce Ministre arriva on reçut un Courier dépêché par le Comte de Wratislaw, qui apporta de fort bonnes nouvelles d'Angleterre. Environ ce temps-là le Duc de Moles, Ambassadeur d'Espagne à la Cour Imperiale, demanda par ordre de la Regence l'Investiture du Milanéz pour le Duc d'Anjou, & presenta pour cela un Memoire, mais on lui répondit verbalement que l'Empereur étoit le seul qui devoit succeder à la Monarchie Espagnolle, & qu'il avoit resolu de soutenir ses droits. En effet Sa Majesté Imperiale a pris jusques ici toutes les mesures nécessaires, non seulement pour agir en Italie, mais aussi pour opposer des forces suffisantes au Roi Très Chrétien sur le Rhin, où l'on parle d'avoir deux armées, dont chacune sera de quarante mille hommes.

L'Empe-

Ayuntamiento de Madrid

L'Empereur a fait dresser un Manifeste qui sera publié avant que ses troupes entrent en Italie, afin que le Public puisse être instruit des raisons qui l'engagent à soutenir ses pretentions sur le Milanéz & sur toute la Monarchie d'Espagne. Ces troupes que le Prince Eugene de Savoye commandera doivent être arrivées entre Trente & Roveredo, qui étoit le Rendezvous général, parce que les ordres avoient été donnez pour faire partir vers le commencement de ce mois le reste des Regimens destinez pour ce pais-là qui n'étoient point encore partis. Le Comte de Trautsmendorf ayant reçu ses dernières Instructions partit le mois dernier pour Suisse, avec le caractère d'Ambassadeur.

III. Le Plenipotentiaire de France à Ratisbonne fut le mois dernier à Nuremberg, où il étoit allé pour tâcher de faire agréer aux Députés de Francoinie les propositions qu'il avoit ordre de leur faire de la part du Roi son Maître, qui étoient de les dissuader d'accorder le passage dans leur Cercle aux Troupes Imperiales. On dit que ces Députés répondirent que les États delibereroient meurement sur ces propositions, mais que cependant ils ajoutèrent qu'ils

ne

ne pouvoient comprendre comment, ils pourroient refuser à Sa Majesté Imperiale, qui est le Chef de l'Empire, un simple passage de ses troupes sans passer les bornes des Constitutions de l'Empire. Le Ministre François peu content de cette réponse leur fit envisager qu'elles étoient les forces de la France, & les suites fâcheuses qu'ils avoient à craindre en cas de rupture, sur quoi on repliqua que c'étoit une affaire sur laquelle il falloit deliberer. Cependant ce Cercle, de même que la plupart des autres Etats de l'Empire, se mettent en état de défense par des levées de troupes & de milices, en attendant les résolutions qui seront prises à la Diète de Ratisbonne sur les propositions du Cardinal de Lamberg qui y doit assister de la part de Sa Majesté Imperiale. Pour ce qui regarde le Cercle de Suabe, la Chambre Imperiale a ajusté ses prétentions, moyennant la somme de deux cens cinquante mille Florins, qui sera payée en cinq années. Comme ce Cercle est convoqué à Ulm, le Comte de Lewenstein s'y doit trouver de la part de l'Empereur pour prendre soin de ses intérêts. Il panche fort du côté de la Neutralité, mais il arme néanmoins, & on ne doute pas qu'il

n'em-

n'embrasse la cause commune de l'Empire en cas qu'il soit attaqué.

IV. Le Duc de Moles a reçu ordre de se retirer de Vienne, de même que le Comte d'Aversperg, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale en Espagne, a été obligé de se retirer de Madrid. Le 2. de ce mois le Prince de Bade étoit sur son départ pour passer en Bohême, & de là sur le Rhin. Les Etats de Bohême ont déjà offert de fournir six cens mille Richedales au lieu de la Taxe par tête, & les autres Etats en doivent fournir à proportion. Les Députés de la Noblesse du Haut Rhin, qui ont été assemblés à Mayence, ont pris des résolutions favorables pour Sa Majesté Imperiale, & Son Altesse Electorale Palatine augmente ses troupes jusqu'à vingt mille hommes. Cependant les habitans du Palatinat ont fait transporter ailleurs leurs meilleurs effets, de crainte de quelque surprise, car les François ne s'endorment pas. Ils sont travailler depuis le mois dernier à Huningue & le long du Rhin aux réparations des Redoutes & à faire des Lignes, où dix à douze mille Païsans sont employés. Ils en doivent tirer une depuis Landau jusqu'à Fort-Louis, où ils ont déjà un pont de Bateaux tout prêt. Les Paï-

Paissans sont relevez tour à tour de douze en douze jours. Les levées qui se font en Alsace s'y font par force. Le pere qui a deux fils en doit donner un pour servir, celui qui n'en a point doit donner de l'argent, ce qui a attiré de grandes plaintes de la part des Ministres de l'Ordre Teutonique, qui ne peuvent digerer les violences faites sur les terres qui appartiennent à cet Ordre. Ils se plaignent qu'outre les sommes extraordinaires que les François exigent par mois, ils ont pris les noms de tous les jeunes gens pour leur faire prendre parti malgré qu'ils en ayent, ce qu'ils prétendent être un attentat au Traité de Ryswick. Dix Regimens Imperiaux entrèrent le mois passé dans les Fortereses de Brisack, Fribourg, Kell, & Philisbourg; le Regiment de Hussars de Colonitz doit être aussi entré dans cette derniere Place.

V. Le Comte de Scellart, Envoyé Extraordinaire de l'Empereur à Cologne, y mourut le mois dernier d'une attaque d'Apoplexie, âgé de soixante-quatorze ans. Quoi qu'on parle d'une neutralité pour cette Ville, on y reçoit tous les jours des troupes.

VI. Les Ducs de Saxe-Weimar & Eisenach ont fait dire à l'Envoyé de Bran-

Brandebourg qui est à Ratisbonne, qu'ils avoient beaucoup de joye de l'élevation du Prince son Maître à la Royauté de Prusse, & qu'ils ne manqueroient pas de lui en faire leurs complimens, après que la deliberation en auroit été prise, suivant l'ancienne coutume de la Maison de Saxe, entre tous les Princes de cette Maison. Les Ministres des Etats Généraux & du Duc de Zell complimenterent dans ce tems là le même Ministre de Brandebourg, mais ceux de l'Electeur de Baviere & de Cologne ne le firent point, ayant eu ordre au contraire d'appuyer l'opposition du Grand Maître de l'Ordre Teutonique contre le Couronnement de Sa Majesté Prussienne. Le Prince de Radzevil a aussi protesté contre la prise de la possession de Royauté de Son Altesse Electorale. La Protestation de ce Prince a été renduë publique, après avoir été déposée chez un Notaire.

Le 3. de Mars M. de Plantamour presenta à ce nouveau Roi dans une Audience particuliere qu'il eut à Coningsberg une lettre de félicitation de la part de Sa Majesté Britannique. En sortant de l'Audience le Grand Chambellan remit à ce Ministre une bourse remplie de Medailles pour la valeur d'environ

-Tom. XXX.

S

qua-

quatre cens écus. Environ ce temps-là le Roi de Dannemark & les Cantons Suisses Protestans lui écrivirent aussi pour le féliciter.

Leurs Majestez Prussiennes partirent le 8. du même mois pour se rendre à Berlin. Elles passèrent le 12. par Dantzick, & le jour auparavant elles furent complimentées à Stoothof par les Deputez de la Magistrature de la même Ville de Dantzick, où elles furent reçues au bruit du canon, la Bourgeoisie étant rangée en haye sous les armes; cent Cavaliers les accompagnèrent jusqu'à l'endroit où elles devoient coucher. Elles arrivèrent à Berlin le 18. où le Resident de l'Empereur leur remit une lettre de félicitation de la part de Sa Majesté Imperiale. Sa Majesté de Prusse a nommé le Prince Christophe de Dhona pour aller en Angleterre en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, le Comte de Solms pour aller à Vienne en la même qualité, & le Baron de Tettau pour aller à Coppenhague. M. Dankelman, Directeur de la Principauté d'Alberstad se rendit à Berlin par permission du Roi, d'où il partit le 26. de Mars, après avoir reçu beaucoup de marques de distinction, ce qui a réveillé la jalousie des ennemis de M. Dankelman.

kelman, son frere, ci-devant premier Ministre d'Etat, & les a portez à produire contre lui de Nouvelles accusations.

Le Roi de Prusse, pour couvrir le Païs de Cleves, y fait marcher quinze ou seize mille hommes, dont une partie est déjà arrivée à Wesel.

VII. Les Suisses paroissent être résolus de garder la neutralité en cas de guerre. C'est ce qu'on apprendra bientôt, car leur Diète a deu s'assembler à Bade le 4. de ce mois. Les Ambassadeurs de France & d'Espagne auprès des Cantons ont été long-temps en conférence au Couvent de S. Urbin, entre Lucerne & Soleurre. On croit que la négociation de ce dernier se reduira à la demande d'une levée de six mille hommes, sous promesse d'un service durable, même en temps de Paix, & ayant aporté de l'argent pour le payement des pensions. Mais on dit que le Comte de Trautsmendorf a ordre de faire d'autres propositions qui seront plus avantageuses au Corps Helvetique. On fait monter à un Million les arrerages deus aux Suisses par l'Espagne.

On parle d'une proposition qui a été déjà faite, d'une alliance perpetuelle

entre la Republique de Venise, les Suisses & les Grisons pour leur sûreté commune. Les derniers ont résolu de mettre sur pied trois mille hommes, & ils ont refusé l'offre qui leur a été faite de les entretenir aux dépens d'une Puissance étrangère.

Reflexions sur les Nouvelles d'Allemagne.

I. ON a douté long-temps s'il y auroit une rupture entre l'Empereur & leurs Majestés Catholique & très Chrétienne, mais on commence à ne plus douter que la guerre ne soit résolue à la Cour de Vienne, & que Sa Majesté Impériale n'ait formé le dessein de soutenir par la force ses prétentions, non seulement sur le Milanéz, mais sur toute la Monarchie d'Espagne. Ses troupes ont marché sur les Frontières d'Italie & du côté du Rhin; on fait des préparatifs dans tous les Etats d'Allemagne, & l'Ambassadeur du Roi Catholique a ordre de se retirer de Vienne. Ce sont là de tristes préludes, & à en juger par les apparences, l'Europe ne va pas jouir long-temps de la Paix dont elle jouit encore.

Non-

Ayuntamiento de Madrid

Nonobstant toutes ces apparences, on ne laisse pas de faire courir des bruits, que les affaires pourroient bien s'accommoder. On voit même des projets d'accommodement, mais il est apparent que le Public y a plus de part que les Puissances intéressées. La France se croit en état de soutenir le Testament du feu Roi d'Espagne, elle a de grosses armées tant par mer que par terre, elle a de bons Généraux & de bons Officiers, elle exige des peuples tout ce qu'elle veut, elle se voit nanti des Pais-Bas & du Milanéz, & ses forces & ses prospérités effrayent presque tous ses voisins. D'un autre côté les Espagnols ne veulent entendre à aucun démembrement de leur Monarchie. Ce n'est que la crainte de la voir démembrée qui les a fait donner à la France: Toutes ces choses supposées il n'est pas aisé d'entrevoir que les dèmelez de l'Empereur avec les Couronnes d'Espagne & de France puissent être terminées à l'amiable.

Tout cela est vrai, disent ceux qui prétendent qu'un accommodement n'est pas impraticable. Mais voici ce qu'ils ajoûtent. Comme la France avec toutes ses forces pourroit bien néanmoins avoir du dessous dans une guerre, à cause qu'il est de l'intérêt de presque tous

S 3

les

les Princes & Etats de l'Europe de soutenir l'Empereur; cette Couronne aimera mieux que le Duc d'Anjou relâche quelque chose à Sa Majesté Impériale que de courir le risque de lui voir enlever tantôt une Place, tantôt une autre & enfin des Provinces toutes entières. Pour si peu raisonnables que soient les offres qui seront faites à l'Empereur, continuent-ils, ses Alliez eux-mêmes le solliciteront & les presseront à les accepter, parce qu'ils ne veulent point la guerre & qu'ils ne cherchent qu'à assurer leur repos; & les Espagnols n'oseroient contredire à rien que puisse faire la France, n'étant pas en état de s'opposer à un Prince, qui est maître de leurs meilleurs Etats, & qui sçait l'art de se faire obéir par tout où il est maître. Le Traité d'accommodement sera scellé par le mariage du Roi Catholique avec l'une des Archiduchesses, car pour la Princesse de Piemont, disent ils, on ne la fait demander pour le Roi d'Espagne que pour faire ouvrir les yeux à la Cour de Vienne.

J'avoue que ç'a été autrefois la Politique de la Cour de France, & ce pourroit bien être celle d'aujourd'hui. Lors qu'on voulut conclure le Traité des Pyrenées on demanda pour Louis XIV.

Mademoiselle

de Madrid

Mademoiselle de Savoye, & ce Monarque fit même un voyage exprès à Lion pour la voir. La Duchesse sa mere, disent les Relations de ce temps-là, l'avoit emmenée dans cette Ville en grande pompe, croyant en faire bien-tôt une Reine, mais elle avoit grand tort de s'en flater, & elle ne sçavoit pas apparemment que l'on n'avoit mis sa fille en jeu que pour donner un coup d'épée aux Espagnols.

Chacun dira de ce raisonnement ce qu'il trouvera à propos. Peu de temps nous apprendra s'il est chimerique, ou solide. Mais à dire la vérité, les cartes sont bien brouillées, la France a pris & prend tous les jours de terribles mesures, & chacun sçait que l'ambition ne pense guerres au lendemain, qu'en un mot, il n'y a point de milieu entre un Trône & un précipice, comme dit Tacite. *Imperium cupientibus, nihil medium inter summa, aut precipitia.*

NOUVELLES DE FRANCE.

LA Déclaration pour l'établissement de la Capitation générale fut publiée le 18. du mois dernier. Nous l'allons insérer toute entière pour executer notre promesse. *

S 4

Décla-

* Voyez le précédent *Mercuré* pag. 380.

Déclaration du Roi, pour l'établissement de la Capitation Générale donnée à Versailles le 12. Mars 1701. Régistrée en Parlement.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La juste disposition de Charles II. Roi d'Espagne, par laquelle pour conserver ses Royaumes en un seul corps de Monarchie, & maintenir le repos general de l'Europe, il a appelé à la succession de tous ses Etats le Duc d'Anjou nôtre petit-fils, qui en est l'heritier légitime par la renonciation de nôtre très cher fils le Dauphin, & de nôtre petit fils le Duc de Bourgogne, en sa faveur, ayant donné de nouveaux Sujets d'envie aux Princes nos voisins, leur fournit en même temps des prétextes pour recommencer une Guerre que nous avions heureusement éteinte par une Paix, dont les conditions auroient pu être plus avantageuses pour nous, si nous n'avions préféré le repos de nos Sujets à nos propres intérêts. C'est dans ce même esprit & dans ces mêmes vues du bien de nos Sujets & de la conservation de la tranquillité de l'Europe, que Nous avons bien voulu nous desister des avantages du Traité de partage, suivant lequel les Royaumes de Naples & de

Sicile,

Sicile, le Duché de Milan, & la Province de Guipuscoa auroient pu nous appartenir ; mais dont nous n'aurions pu nous mettre en possession sans dépouiller le Duc d'Anjou nôtre petit-fils des droits qui lui sont acquis, & sans renouveler nous-même la Guerre, que le bien de nos Sujets & celui de toute l'Europe nous obligeoit d'éviter. Mais les mouvemens & les préparatifs qui se font en Allemagne, en Angleterre & en Hollande, ne nous laissant pas lieu de douter que quelques Princes, jaloux des nouveaux avantages de la Maison de France & d'autres dans le dessein d'assujettir entièrement des peuples, qu'une plus longue Paix auroit pu confirmer dans le reste de liberté dont ils jouissent, n'ayent résolu de renouveler la Guerre: Nous nous trouvons obligés de nous mettre en état de leur opposer des forces au moins égales à celles qu'ils préparent, pour disputer à nôtre très cher & très aimé Frere & petit-fils le Roi d'Espagne les droits qui lui sont acquis par le Sang, par la disposition du Testament du feu Roi Charles II. & par les suffrages & le vœu commun de tous les peuples de ses Royaumes. Dans ce dessein Nous avons donné nos ordres pour des levées considérables de Troupes: mais comme la Guerre engage inévitablement dans des dépenses qui excéderont nos revenus ordinaires; que nous avons fait le fonds pour la levée desdites Troupes &

S

pour

pour leur habillement ; que nous avons fait les avances pour les Vivres, l'Artillerie, les Magazins & autres dépenses, pour pouvoir entrer de bonne heure en Campagne, en cas que l'Empereur, les Anglois & les Hollandois continuent dans le dessein de nous faire la Guerre; Nous nous trouvons dans la nécessité d'avoir recours à des fonds extraordinaires qui soient moins à charge à nos Sujets, que les secours que nous avons été obligés de nous procurer dans la dernière Guerre, par des Traitez, dont plusieurs subsistent & n'ont pû être exécutez qu'avec beaucoup de frais, dont nos Sujets ont été & sont encore chargés, sans que nous en ayons profité. Entre tous les moyens qui nous ont été proposés, & que nous avons meurement examiné dans notre Conseil, Nous avons estimé qu'il n'y en avoit point de plus convenables que de rétablir la Capitation, qui se pourra payer, sans que ceux qui y contribueront en souffrent un préjudice considerable dans leurs affaires, en s'appliquant à la rendre aussi égale qu'il se pourra ; & en faisant cesser le recouvrement en même temps que la Guerre cessera, en sorte que nos Sujets se trouvent à la Paix au même état qu'ils étoient avant la déclaration de la Guerre. Mais comme il s'est trouvé plusieurs embarras dans la Capitation ordonnée en l'année 1695. qui ont donné lieu à des non-valeurs; en sorte que le recouvrement qui en a été fait

fait n'a pas produit les sommes qui nous seroient nécessaires pour soutenir les dépenses indispensables de la Guerre, sans le secours d'autres affaires extraordinaires : Nous avons résolu, en rétablissant la Capitation, de l'augmenter, & de fixer celle de notre bonne Ville de Paris & de chacune des Generalitez, ou Provinces de notre Royaume, aux sommes que nous estimons qu'elles peuvent porter, dont la repartition sera faite pour notre bonne Ville de Paris, à l'égard des Officiers de Justice, par les Chefs des Compagnies; & à l'égard des Bourgeois & Habitans, par le Prevost des Marchands & les Eschevins de ladite Ville ; & pour nos Provinces, par les Intendants & Commissaires départis pour l'exécution de nos ordres, & les Rolles arrêteront ensuite en notre Conseil, en sorte que le recouvrement s'en puisse faire incessamment promettant à nos Sujets d'en faire cesser la levée six mois après la publication de la Paix ; dans lesquels six mois le quartier commencé ne pourra néanmoins être compris ; & de ne faire pendant que la Guerre durera, aucunes autres affaires extraordinaires qui puissent leur être à charge. A ces causes & autres à ce Nous mouvans de notre certaine science, pleine puissance, & autorité Royale : Nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné ; disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît.

I. Qu'à commencer du premier Janvier de la presente année, il soit établi, imposé, & levé dans toute l'étendue de notre Royaume, Païs & Villes conquises, Terres & Seigneuries de notre obeissance, une Capitation generale sur tous nos Sujets, payable d'année en année pendant que la Guerre durera; sans que ladite imposition puisse être continuée, ni exigée, sous quelque pretexte que ce soit, au de là de six mois après la publication de la Paix generale; dans lequel terme de six mois ne sera néanmoins compris le quartier courant, dans lequel la Paix aura été publiée.

II. Qu'à cet effet il soit dressé par les Intendants & Commissaires départis dans chacune des Provinces, Generalitez, Païs d'Etats & Departemens, par les Deputez & Syndics des Etats, & par un Gentilhomme de chaque Bailliage, qui sera par Nous choisi & nommé pour agir conjointement avec lesdits Intendants pour les Taxes de la Noblesse, des Etats de repartition en détail, des sommes auxquelles ladite Capitation aura été par Nous réglée sur chacune desdites Provinces, Generalitez, Païs & Departemens; sur lesquels Etats il sera ensuite arrêté des Rolles en notre Conseil.

III. Voulons qu'aucun de nos Sujets de quelque qualité & condition qu'il puisse être, Nobles, Militaires, Officiers de Judicature ou Finances, ou autres, ne

soit

soit exempt de la Capitation à la reserve du Clergé, & des Ecclesiastiques Seculiers & Reguliers, que nous en avons excepté, ne doutant point que ce Corps, qui compose le premier Ordre de notre Royaume, ne se porte de lui-même à Nous témoigner son zele dans cette conjoncture; en Nous accordant des secours volontaires, proportionnez à ses facultez & aux besoins de l'Etat, ainsi qu'il a fait pendant la dernière Guerre.

IV. Nous ne doutons point aussi que la Noblesse de notre Royaume, qui dans toutes les occasions expose sa vie, & verse si genereusement son sang pour notre service, nos Officiers de Justice qui travaillent avec tant de zele pour maintenir nos droits, ceux du Public & des Particuliers, & qui dans la dernière Guerre ont si liberalement contribué au soutien de l'Etat, ne sacrifient avec le même devoiement les sommes auxquelles ils pourront être raisonnablement taxez, à proportion de leurs dignitez & revenus.

V. Et attendu que le produit de la Capitation étant destiné à soutenir les dépenses de la Guerre, il Nous est important, en cas qu'elle soit déclarée, d'être en état de Nous en prévaloir pendant la Campagne prochaine: Voulons & ordonnons que chacun des Redevables paye sa Taxe en deux termes & payemens égaux; le premier dans le mois de Mars, & le second au mois

de

de Septembre de chacune année; & pour la presente année, le premier au mois de Mai prochain, & le second au mois d'Octobre; & faite par lesdits Redevables de payer dans les termes ci dessus marquez, ils y seront contraints par les voyes portées par la presente Declaration, même au payement de la moitié en sus du total de ladite Taxe ou de la moitié qu'ils seront en demeure de payer, sans que cette peine puisse être réputée comminatoire, remise ni modérée sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que nos Sujets Taillables dans les Pais d'Electiō, & les Exempts & Privilegiez demeurans dans les Paroisses desdits Pais payent leur Taxe dans les termes ci dessus, entre les mains des Collecteurs ordinaires des Tailles, même par preference aux deniers de la Taille; lesquels Collecteurs remettront les deniers provenans de ladite Capitation entre les mains des Receveurs Particuliers des Tailles de chaque Electiō, lesdits Receveurs particuliers, en celles des Receveurs Generaux des Finances de leur Generalité; & lesdits Receveurs Generaux au Garde de notre Tresor Royal; & que les Bourgeois & Habitans des Villes franches, abonnées ou tarifées payent leur taxe entre les mains des Receveurs des deniers communs desdites Villes, ou autres Commis, par les Intendants & Commissaires départis, lesquels

quels remettront les deniers de leur Recette au Receveur General des Finances en exercice de la Generalité où lesdites Villes seront situées, & lesdits Receveurs Generaux au Garde de notre Tresor Royal.

VII. Que dans les Pais d'Etats les Redevables payent leur Taxe de la Capitation entre les mains des Collecteurs & Receveurs ordinaires des Dons gratuits, Subsidés, Subventions, & autres Impositions usitées esdits Pais, qui remettront ensuite le fonds de leur Recette aux Tresoriers ou Receveurs Generaux desdits Etats, & eux au Garde de notre Tresor Royal; & que ceux des Tresoriers ou Receveurs Generaux des Pais d'Etats, qui ne portent point les deniers de leur Recette au Tresor Royal, remettent le fonds provenant des Taxes de la Capitation aux Receveurs Generaux des Finances de leur Province ou Generalité qui seront en exercice, & eux au Garde de notre Tresor Royal.

VIII. Que les Etats de repartition sur les Officiers de notre Cour de Parlement, & autres Compagnies superieures établies en notre bonne Ville de Paris, soient dressés par le Premier Président, deux Deputés, & le Procureur General de chacune desdites Compagnies, ou de telle autre maniere qu'il sera convenu entre eux, dans lesquels Etats seront compris les Substitués, Greffiers, & Commis des Greffes, Huissiers,

fiers, Avocats frequentans le Barreau & les Consultans inserits sur le Tableau, & les Procureurs desdites Cours, pour en être arrêté des Rolles en nôtre Conseil, & que la portée desdits Rolles soit payée par les Officiers desdites Compagnies, & autres compris dans lesdits Rolles, entre les mains des Payeurs des Gages desdites Compagnies, qui les remettront au Garde de nôtre Trésor Royal.

IX. Et à l'égard des Compagnies subalternes de nôtre bonne Ville de Paris, que les Etats de repartition en soient dressés par les Chefs desdites Compagnies, avec un ou deux Députés & nos Procureurs, dans lesquels Etats seront compris tous les Officiers desdites Compagnies, Greffiers & Commis des Greffes, Huissiers, Avocats & Procureurs, pour en être ensuite arrêté des Rolles en nôtre Conseil, dont la portée sera payée entre les mains des Payeurs des Gages desdites Compagnies qui en remettront ensuite le fonds au Garde de nôtre Trésor Royal.

X. Que les Chefs & Députés du Chastelet de Paris & nôtre Procureur au dit Chastelet dressent pareillement l'Etat de repartition des Taxes des Commissaires, Notaires, Banquiers, Expeditionnaires en Cour de Rome, Agens de Change, Sergens à Verge & autres, même des Officiers & Archers des Compagnies du Lieu.

tenant

tenant Criminel de Robe Courte, du Prevot de l'Isle, & du Chevalier du Guet; pour en être ensuite arrêté un Rolle en nôtre Conseil, dont la portée sera payée entre les mains du Payeur des Gages des Officiers du Chastelet; qui en remettra ensuite le fonds au Garde de nôtre Trésor Royal.

XI. Que le Lieutenant General de Police & nôtre Procureur audit Chastelet dressent l'Etat de repartition des Taxes des Corps des Marchands & des Communautés d'Arts & Mestiers qui sont de leur Jurisdiction, pour en être ensuite arrêté un Rolle en nôtre Conseil, & que lesdites Taxes soient payées aux Receveurs qui seront commis par ledit Lieutenant General de Police & nôtre Procureur audit Chastelet, qui en remettront le fonds au Receveur General de la Ville, & lui au Garde de nôtre Trésor Royal.

XII. Que l'Etat de repartition de la Capitation sur les Bourgeois & Habitans de nôtre bonne Ville de Paris, non compris dans les quatre Articles precedens, sur les Officiers de Ville, Officiers des Ports, & les Marchands & Artisans qui dépendent de la Jurisdiction de la Ville, & y sont reçus, soit dressé par le Prevot des Marchands & les Echevins de nôtre dite Ville; pour être ensuite le Rolle d'imposition arrêté en nôtre Conseil, dont la portée sera payée aux Receveurs qui seront

com-

commis par lesdits Prevôts des Marchands & Echevins; lesquels Receveurs ou Commis remettront les deniers de leur Recette au Receveur General de la Ville, & lui au Garde de nôtre Tresor Royal.

XIII. Que les Etats de repartition de la Capitation sur les Gentilshommes & Nobles soient dressez par les Intendants & Commissaires départis, conjointement avec un Gentilhomme de chaque Bailliage qui sera par Nous choisi & nommé; pour en être ensuite arrêté des Rolles en nôtre Conseil, dont la portée sera payée entre les mains du Receveur qui sera commis à cet effet par l'Intendant ou Commissaire départi, & par le Gentilhomme par Nous nommé; lequel Receveur commis remettra le produit de sa Recette entre les mains du Receveur Général des Finances; & dans les Païs d'Etat, entre les mains du Trésorier ou Receveur Général desdits Etats; qui le remettront au Garde de nôtre Tresor Royal.

XIV. Que les Etats de repartition de la Capitation payable par les Officiers, Soldats, Cavaliers, & Dragons de nos Troupes de terre, & par les Officiers, Soldats & Mamelots, tant de nos Vaisseaux que de nos Galeres, soient dressez par les Intendants de nos Provinces, & par ceux de la Marine & des Galeres, dans le Département desquels lesdites Troupes, tant de terre que de mer, se trouveront; pour en

être

Ayuntamiento de Madrid

être ensuite arrêté des Rolles en nôtre Conseil, dont le produit sera payé entre les mains du Trésorier Général de l'Extraordinaire des Guerres, & de ceux de la Marine & des Galeres; qui remettront le fonds de leur Recette au Garde de nôtre Tresor Royal.

XV. Que les Etats de repartition de la Capitation sur les Officiers de nos Cours de Parlement, & autres Compagnies supérieures des Provinces de nôtre Royaume Substituts, Greffiers, Commis au Greffe, Huissiers, Avocats & Procureurs, soient dressez par le Premier Président, deux Députés au moins, & le Procureur Général de chacune desdites Compagnies ou de telle autre maniere qui sera convenüe entre eux, pour en être ensuite arrêté des Rolles en nôtre Conseil; & que la portée desdits Rolles soit payée par les Officiers, & autres qui y seront employez, entre les mains des Payeurs des Gages desdites Compagnies, qui les remettront aux Receveurs Généraux des Finances de leur Province ou Generalité en exercice, & eux au Garde de nôtre Tresor Royal.

XVI. Et à l'égard des Compagnies subalternes des Provinces, que les Etats de repartition de la Capitation soient dressez par les Intendants ou Commissaires départis, conjointement avec le Chef de chacune desdites Compagnies, pour en être ensuite arrêté des Rolles en nôtre Conseil, dont

dont la portée sera payée par les Compagnies qui reçoivent leurs Gages des mains d'un Payeur, entre les mains desdits Payeurs; & par celles qui n'ont point de Payeur, entre les mains des Receveurs des deniers communs des Villes où lesdites Compagnies sont établies, ou autres commis par les Intendants, lesquels en remettront ensuite les fonds aux Receveurs Généraux des Finances de leur Province ou Généralité en exercice, & eux au Garde de notre Tresor Royal.

XVII. Que les Rolles de la Capitation des Princes, Ducs, Maréchaux de France, Officiers de notre Couronne, Chevaliers & Officiers de l'Ordre du Saint Esprit, de notre Conseil, de notre Chancellerie, des Officiers de nos Finances, des Fermiers Généraux, Officiers de notre Maison, & autres employez sur les Etats des Maisons Royales, soient arrêtez par Nous en notre Conseil, & qu'ils payent leur taxe entre les mains du Garde de notre Tresor Royal, ou autre Receveur qui sera par Nous commis à cet effet.

XVIII. Les Receveurs tant Généraux que Particuliers, & Collecteurs qui recevront les deniers de la Capitation, tant en gros qu'en détail, retiendront chacun pour leur salaire les taxations qui leur sont attribuées sur le produit de leur Recette par notre Declaration du 19. Avril 1695. & par l'Arrêt de notre Conseil du 25. Septembre

1696. à la charge par lesdits Receveurs Particuliers des Tailles, Subventions, & autres Impositions ordinaires, de porter à la Recette generale; & par les Receveurs Généraux, de porter au Tresor Royal, dans les termes qui leur seront fixez, la portée entiere des Rolles qui seront arrêtez pour le recouvrement desdites Taxes.

XIX. Et quant à la maniere de compter dudit recouvrement, épices & façons des Comptes, lesdits Comprables suivront les Reglemens portez par nos Declarations des 19. Avril 1695. 27. Mars 1696. 4. Juin 1697. & 21. Juin 1698.

XX. Défendons aux Collecteurs, Receveurs Particuliers, Receveurs Généraux, & généralement à tous ceux qui seront chargés du recouvrement des Taxes de la Capitation, tant en gros qu'en détail, d'exiger ni de recevoir des Redevables aucun droit de quittance, ou autres, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de concussion.

XXI. Leur permettons d'user contre les Redevables qui seront en demeure de payer, des contraintes ordinaires & accoustumées pour le recouvrement de nos deniers.

XXII. Declarons que les Etats de repartition, les Rolles qui seront arrêtez en consequence, Extraits desdits Rolles, Quittances, Exploits, Assignations, & toutes autres Expéditions & Procédures qui se feront pour l'imposition & recouvrement

ment de ladite Capitation, pourront être faites en papier ordinaire & non timbré. Déchargeons tous lesdits Actes du droit de Contrôle, sans que pour raison de ce les Fermiers de nos Domaines puissent prétendre aucune indemnité; d'érogeant à cet effet à tous Edits, Declarations, & Arrêts à ce contraires.

XXIII. Et pour éviter les contestations qui pourroient survenir au sujet de l'imposition & du recouvrement de la Capitation: Voulons & ordonnons que ceux qui seront employez dans plusieurs Rolles, ne soient tenus de payer qu'une seule fois, suivant la plus forte taxe, pour laquelle ils auront été compris dans lesdits Rolles.

XXIV. Que les fils de famille mariez, ou pourvus de Charges, soient cotisez à part dans les Rolles, encore qu'ils demeurent actuellement dans la maison de leur pere ou mere.

XXV. Que les femmes séparées de leurs maris, de corps ou de biens; soit par autorité de Justice, soit de fait & par convention, soient taxées en leur particulier.

XXVI. Et attendu qu'il peut arriver du changement d'une année à l'autre dans l'état de nos Sujets, Nous ordonnons que les Intendants seuls, à l'égard des Taillables, & des Bourgeois & Habitans des Villes non taillables, ou conjointement avec les Syndics ou Députés des Pais d'Etats, & avec

les

les Gentilshommes par Nous nommez, ainsi que les autres Proposez à la confection des Etats de repartition de la Capitation, enverront dans le mois de Janvier de chaque année, tant que la Capitation durera, au Contrôleur General de nos Finances, des Etats distinguez par Bailliage; Sénéchaussée, Viguerie, ou Election, des changemens qu'ils jugeront à propos de faire aux Rolles qui auront été arrêtez en nôtre Conseil, pour y avoir par Nous tel égard que de raison.

XXVII. Et pour prevenir tout ce qui pourroit retarder le recouvrement de la Capitation, ou causer des frais aux Redevables, Voulons & ordonnons que les Rolles qui seront arrêtez en nôtre Conseil, soient exécutez par provision; & en cas d'oppositions, qu'elles puissent être jugées sommairement & sans frais par les Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez de nôtre Royaume, & par ceux qui auront dressé les Etats sur lesquels lesdits Rolles auront été arrêtez en nôtre Conseil, auxquels Nous attribuons à cet effet toute Cour, jurisdiction & connoissance. Donnons pouvoir & autorité ausdits Intendants, & aux Officiers subalternes qui auront dressé lesdits Etats de repartition, de juger par Jugement dernier jusqu'à la concurrence de cinquante livres; Et à l'égard des taxes qui excéderont ladite somme, Voulons que ce qui sera par eux

or-

ordonné soit executé par provision, sauf l'appel en nôtre Conseil. Et pour ce qui regarde les Taxes des Officiers des Compagnies superieures de nôtre Royaume, Voulons que lesdites Compagnies jugent par Jugement dernier les oppositions ausdits Rolles, à quelque somme que les Taxes puissent monter.

XXVIII. Declérons que par ces Presentes & par l'établissement de ladite Capitation, Nous n'avons entendu & n'entendons déroger aux droits, prerogatives & privileges d'aucun des Ordres de nôtre Royaume, que Nous voulons maintenir & entretenir. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides à Paris, que ces Presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles executer & faire executer selon leur forme & teneur: car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à celsdites Presentes. Donné à Versailles le douzième Mars, l'an de grace 1701. & de nôtre Regne le cinquante-huitième. Signé, LOUIS. Et plus bas par le Roi, PHELIPEAUX. Et scellé du grand Secan de cire jaune.

Registrees, Oui & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Sieges, Baillies &

& Senechaussées du Ressort, pour y être lues, publiées & Registrees. Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour.

Comme le Roi insinué au Clergé, en l'exemptant de cette taxe, qu'il s'attend à recevoir de ce Corps des secours volontaires & proportionnez à ses facultez & aux besoins de l'Etat, on croit qu'il s'est déjà taxé à dix Millions, & ce ne sera que par forme qu'il s'assemblera le 15. de Juin pour deliberer sur ce Don Gratuit. Déjà les Receveurs Généraux des Finances ont avancé une pareille somme de dix Millions sur cette taxe, & Mrs. du Parlement de Paris se sont imposez la moitié plus qu'ils ne l'étoient dans la précédente Capitation, ce qui servira apparemment d'exemple & de regle à toutes les autres Cours & Compagnies tant de la Capitale du Royaume que des Provinces.

On publia au même temps un nouvel Arrêt du Conseil aussi du 12. de Mars, par lequel la Loterie Royale, qui devoit être fermée le premier de Février de la presente année, demeura.

Tom. XXX.

T rera

raera ouverte jusqu'au 16. de ce mois. Cependant comme on a continué à prescrire toutes les Compagnies, & Communautés d'y apporter leur argent, les Fermiers Généraux y envoyèrent le mois passé quatre mille Louis d'Or. Les Receveurs Généraux suivirent leur exemple, & le Corps des Notaires y firent porter dix mille livres. Outre la Capitation & cet Arrêt, on registra au Parlement de Paris le 22. du même mois de Mars, un nouvel Edit portant creation de cinq cens mille livres de Rentes Viageres, qui sont distribuées en deux classes. La premiere est des personnes de quarante ans & au dessus, & l'autre des enfans & autres personnes au dessous de quarante ans. Les rentes de la premiere seront payées sur le pied du Denier Douze, & celles de la dernière à raison du Denier Quatorze. On y a inséré une clause en faveur de ceux qui voudront y apporter leur argent; c'est que ces Rentes ne seront sujettes à aucune faisie, non pas, même pour les Deniers & affaires de Sa Majesté. Pour revenir à la Loterie Royale, on dit qu'on en a changé le projet, & qu'au lieu que tous les Lots étoient en rentes, on en donnera la moitié argent comptant, & l'autre en

rentes

rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris. Ce qu'il y a de certain est qu'on a pris à la Cour & à la Ville une Liste fort exacte de toutes les personnes de distinction qui n'y ont pas mis, & qu'on obligera de prendre quelques Billets.

On fait des recherches fort exactes des malversations commises dans la Fabrique des Monnoyes du Royaume; on a fait publier des Monitoires. Plusieurs qui ont eu des Emplois dans les Hôtels des Monnoyes se sont absentez, on en a arrêté quelques uns, & d'autres ont reçu des ajournemens personnels soupçonnez d'avoir eu part, ou connoissance de ces malversations, que l'on fait monter à des sommes très-considerables.

II. Le Marquis de Dreux, Gendre de M. de Chamillart, Ministre & Secrétaire d'Etat, a acheté du Marquis de Blainville la Charge de Grand Maître des Cérémonies. L'Evêché de Noyon a été donné à l'Abbé d'Aubigné, qui par ce moyen sera Comte & Pair. M. d'Herbigny, Intendant à Lion a été nommé pour aller à Rouën à la place de M. de Vaubourg, & M. Guger, Intendant de Bearn exercera l'Intendance de Lion.

L'Intendant de Bretagne écrit le
T 2 mois

436. *Mercuré Historique* & mois dernier au Senéchal de Nantes la lettre qui suit.

Mr. le Comte d'Avaux, Ambassadeur du Roi en Hollande, a informé Sa Majesté de l'inquietude où sont les Negocians de cette Nation là & d'Angleterre sur les Vaisseaux & Marchandises qu'ils peuvent avoir en France, en cas que la guerre se déclare; Sa Majesté lui a mandé de leur marquer, que son intention est de faire executer à la lettre le Traité de Ryswick; & j'ai reçu ordre aussi de le faire sçavoir aux Capitaines des Vaisseaux Anglois & Hollandois qui peuvent être dans les Ports de cette Province. Je vous prie de l'expliquer à ceux qui sont dans les Ports de Nantes & de Paimbœuf, & de leur dire qu'ils ont surêté toute entiere pour leur Commerce. & qu'en cas de guerre ils auront tout le temps qui leur sera nécessaire pour se retirer & leurs effets. A Rennes, le 27. Mars 1701.

III. Le Comte de Melford a eu ordre de se rendre prisonnier au Château d'Angers, à cause de la lettre qu'il avoit écrite au Comte de Perth, son frere. On dit que cette lettre* étoit adressée à la Cour d'Angleterre, & que qui a fait l'équivoque, parce qu'il avoit oublié de mettre en suite à S. Germain en Laye, de sorte qu'elle fut envoyée par

* Voyez le dernier *Mercuré*, pag. 349.

Politique. Avril 1701. 437

par mégarde à la Cour de Londres. On dit que ce Comte ne desavoué pas qu'il eût écrit une lettre qui par mégarde avoit été mise à la Poste, mais il prétend qu'il y avoit de la difference avec la Copie qui a paru.

Le Roi nomma, il y a quelque temps, trois Lieutenans Colonels Réformez, trois Majors, douze Capitaines, & vingt-quatre Lieutenans pour aller discipliner les troupes d'Espagne dans le Mexique & autres Pais des Indes Occidentales, où ils seront conduits par le Marquis de Coëlogon avec une grosse Escadre. Sa Majesté a nommé depuis ce temps-là d'autres Officiers au nombre de quatre vingts, ou cent. M. du Cassé, Gouverneur de S. Domingue avoit été envoyé à Madrid pour faire approuver cette resolution au Conseil d'Espagne, & on dit que non seulement les Membres de ce Conseil y ont consenti, mais qu'ils ont chargé M. du Cassé de prier Sa Majesté Très-Chrétienne de leur part qu'elle n'apporte aucun délai à l'execution de ce projet, & d'ordonner tout ce qu'elle jugera à propos de faire en ces quartiers-là pour leur entiere surêté. On ajoute que sur cela on a reçu ordre à Brett de renforcer l'Escadre jusqu'à vingt cinq Vaisseaux,

seaux, qui sont à présent prêt à mettre en mer, qu'ils prennent pour un an de provisions, & que M. de Château Renaut, Lieutenant Général des armées navales de Sa Majesté les doit commander. Outre cela le Sieur Renaud, très habile Officier dans la Marine est allé en Espagne pour y visiter l'état des Ports, & en dresser un Memoire pour envoyer à la Cour de France.

IV. Le Connétable de Castille fit son Entrée Publique à Paris le 13. de Mars. Le Baron de Breteuil, Introducteur des Ambassadeurs & le Maréchal de Villeroi l'allerent prendre au Couvent de Picpus. Ils entrèrent tous trois dans le Carosse du Roi, qui étoit suivi de celui de Madame la Duchesse de Bourgogne, de ceux de Monsieur & de Madame & des autres Princes & Princesses de la Cour, & de celui du Marquis de Torci, Ministre & Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. L'Equipage de l'Ambassadeur Extraordinaire venoit en suite. Il étoit composé de huit Gentilshommes Espagnols habillez magnifiquement & fort bien montez, d'un Ecuyer à la tête de douze Pages habillez de Velours Cramoisi, orné de Boutonnieres en Brodetie d'or & d'argent, ayant des vestes d'un drap d'argent; de trente valets de pied, & de deux Suisses vêtus d'un beau drap

drap rouge couvert de deux galons d'or, & de deux galons de Velours bleu celeste.

Après cela venoient six Carosses de Son Excellence. Le premier étoit très magnifique & les autres fort propres. Les deux premiers étoient tirez par huit chevaux, & les quatre autres par six. L'Ambassadeur Espagnol arriva en cet ordre à sept heures du soir à l'Hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires, où il recut les Complimens de la part du Roi, & des Princes & Princesses de la Cour.

Quelque magnifique qu'ait été l'Entrée de ce Ministre, on n'a pas laissé de la critiquer, tant l'esprit de l'homme est porté naturellement à trouver à redire à tout. On auroit voulu des attelages de chevaux d'Espagne & quelques chevaux de main. Ce à quoi on a trouvé le plus à redire, est que l'on assure que la plupart des chevaux de ses Carosses étoient d'emprunt, ou de louange.

Le lendemain 14. Son Excellence eut sa premiere Audience Publique, s'étant rendu ce jour-là à Versailles avec les mêmes Cérémonies, à la reserve qu'elle étoit accompagnée du Comte de Brionne, fils du Comte d'Armagnac, Grand Ecuyer de France. Elle complimenta le Roi de la part de Sa Majesté Catholique, & au nom de

tous les Royaumes & Etats qui composent la Monarchie d'Espagne, & Sa Majesté Très-Chrétienne répondit à ce Compliment de la maniere qu'on a déjà vu. * Le Connétable fut en suite conduit à l'Audience de M. le Dauphin, de Madame la Duchesse de Bourgogne, de M. le Duc & de Madame la Duchesse d'Orléans, de M. le Duc & de Madame la Duchesse de Chartres; & retourna le soir à Paris à l'Hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires, où il fut complimenté par le Prevôt des Marchands & par les Echevins, ce qui ne s'étoit jamais pratiqué à l'égard d'aucun autre Ambassadeur. Son Excellence rendit quelques jours après la visite au Prevôt des Marchands avec sa livrée, tous ses Carosses & toute sa suite. Elle visita aussi avec la même livrée M. le Marquis de Torci. Ce Ministre après avoir fait toutes les autres visites de Congé, & avoir vu toutes les Maisons Royales qui sont aux environs de Paris, comme Marli, S. Clou, Meudon & quelques autres, partit en poste le 4. de ce mois pour Madrid, où il se veut trouver au Couronnement de Sa Majesté Catholique. Le Roi Très Chrétien lui fit present d'une épée enrichie de Diamans du prix de vingt mille écus. Le Comte de Haro, son fils donna au fils aîné du Marquis de Castel dos Rios une Caleche argenteée avec l'attelage de six chevaux.

V. Mr.

* Voyez le dernier *Mercuré* pag. 380.

V. Mrs. les Ducs de Bourgogne & de Berri ont continué leur voyage heureusement, & on leur a fait par tout des receptions dignes de leur rang. On leur en fit à Toulouse une magnifique Entrée. Tous les Corps des Métiers & les Bourgeois de cette Ville étoient sous les armes. Il y avoit quatre cens Garçons Marchands habillez d'un très beau drap gris blanc, ayant des Vestes rouges chamarrées d'or, & bien armez. Les Capitouls (ce sont les Consuls) receurent les Princes à l'entrée de la Ville & les conduisirent au Palais Archiepiscopal, où ils receurent les Complimens du Parlement, des Tresoriers de France & de l'Université. Ce qu'il y eut de plus de plaisir à voir fut une Cavalcade de la Cour de la Bazouche, qui alla saluer les Princes en l'ordre suivant.

I. Marchoient environ deux cens Clercs de la Sénéchaussée tous bien montez & tenant l'épée à la main.

II. Suivoient trois cens Clercs de Procureurs, habillez moitié blanc & moitié rouge, ayant un bas blanc & l'autre rouge.

III. Venoient les Gardes du Roi de la Bazouche ayant une Fraize au cou, la Toque sur la tête, & la Hallebarde sur l'épaule; ils marchaient quatre à quatre.

T 5

IV. On

IV. On voyoit en suite six Maréchaux avec le Bâton de Commandement , lesquels precedoient le Connétable tenant l'épée du Roi.

V. Enfin venoit le Roi de la Bazoché suivi de ses Officiers , ayant une petite Couronne sur son Bonnet Carré. La Cavalcade étant arrivée au Palais de l'Archevêque, le Roi Bazochien remit sa Couronne aux pieds des Princes.

Comme on n'a pas fait dessein de donner un Journal exact de leur Voyage, parce que cela meneroit trop loin, on se contentera des particularitez les plus remarquables. Ils arriverent à Nîmes le premier du mois de Mars, où M. Esprit Fléchier, qui en est Evêque leur fit le Discours qu'on va lire, en s'adressant à M. le Duc de Bourgogne.

Discours de l'Evêque de Nîmes à M. le Duc de Bourgogne.

MONSIEUR,

SI c'est un bonheur pour les Peuples de connoître les Princes qui sont nez pour leur commander, de voir ce caractère de grandeur que Dieu a gravé sur leur front auguste, de remarquer dans leurs Actions & dans leurs personnes, je ne sçai quel mélange de douceur & d'autorité,

qui

qui produit le respect & la confiance, & de chercher dans leurs favorables regards des marques de bonté, & des espérances de protection; ce doit être un plaisir pour les Princes de voir les mouvemens affectueux dans une multitude empressée, d'entendre les acclamations de joye, d'admiration, & de tendresse, & de recevoir les hommages de tant de cœurs uniquement occupez du désir de les honorer, & de leur plaire.

Le Roi ne pouvoit nous donner un spectacle plus digne de lui: Il fait partir du centre de sa grandeur les plus vifs rayons de sa gloire, il communique au dedans & dehors même du Royaume, ce qu'il a de plus cher, & qui lui ressemble le plus; & se multipliant, pour ainsi dire, en la personne de ses Petits Fils, il se plaît à faire voir au monde une postérité déjà capable de le gouverner.

Vous avez vu sans envie, Monseigneur, tomber des sceptres à vos côtés dans la main d'un Prince de votre sang; Vous lui avez rendu tous les offices d'une piété fraternelle, vous l'avez conduit jusqu'aux pieds du Trône, où vous aviez droit de monter vous même, si vous n'aviez préféré aux Couronnes que les hommes donnent, celle que Dieu vous a destinée.

Vous venez de remettre ce dépôt sacré, qui vous avoit été confié, d'abatre

T 6

ces

ces bornes fatales, qui divisoient la France d'avec l'Espagne, d'unir les esprits & les intérêts de l'une & de l'autre Monarchie, & de serrer à la vûe des deux Nations les nœuds d'une Alliance éternelle.

Il étoit juste, Monseigneur, que nos Provinces fussent ensuite honorées de votre présence; Que le Roi qui vient de faire tant de grâces à des Etrangers, marquât en même tems la bonté qu'il a pour ses Peuples, & qu'après avoir donné des Rois à nos voisins pour s'agloire, il nous montrât pour nôtre consolation ceux qu'il nous réserve: Nous voyons en vous, Monseigneur, & en ce Prince que la gloire conduit avec vous, & que les Grâces accompagnent, tout ce qui peut faire la félicité, & les délices du Royaume.

Héritiers de la piété d'une Mère, dont le Ciel s'est hâté de récompenser les vertus, formez sur les exemples d'un Roi, qui vous enseigne l'art de commander, d'un Père, qui tout grand qu'il est, vous apprend celui d'obéir, vous avez joint à l'éclat de la Naissance, le mérite de l'éducation; de là vient cette grandeur d'ame, que la nature, l'étude, & la Religion ont formée en vous, cet esprit juste & pénétrant, qui examine avec soin, & décide avec connoissance, cet amour des Lettres, qui inspire aux Grands des Prin-

ci.

cipes de vérité & de sagesse, cette bonté qui s'intéresse à tous les soulagemens publics, & particuliers: Ce sont des qualités que l'Eglise a droit de louer par nos Ministères: Elle va vous conduire avec joye au pied des Autels, chanter hautement les Cantiques du Seigneur, qui élève de tels Protecteurs, & faire ensuite des vœux ardens pour votre gloire temporelle, & pour votre bonheur éternel.

Le 3. du même mois ils arriverent à Beaucaire. Le lendemain le Comte de Grignan, Lieutenant Général de Provence les reçut à Tarascon, & leur presenta les Sindics du Pais & la Noblesse, dont il étoit accompagné. Ils allerent le même jour à Salon pour y voir dans l'Eglise des Cordeliers le Tombeau de Nostradamus. Le 5. ils allerent coucher à Aix, qui est la Capitale de la Province & le Siege du Parlement, d'où ils se rendirent à Marseille. Le 9. ils visiterent le nouvel Arsenal des Galères de cette Ville, & y rent mettre à l'eau une Galère neuve. Le lendemain ils monterent à cheval accompagnez du Comte de Grignan, & du Marquis de Forville, Gouverneur de la Place, & visiterent les Piquets que M. de Vauban a fait planter

T 7

pour

pour le projet d'une nouvelle enceinte de la Ville, & des Fortifications de Notre Dame de la Garde. Ces Princes arriverent à Avignon le 24. où ils furent receus avec de très grands honneurs, non seulement dans cette Ville, mais dans tous les autres lieux du Comtat. On avoit fait fraper des Medailles en memoire de leur venuë dans ce Pais-là, qui leur furent présentées, & dont plusieurs furent aussi distribuées à ceux qui les acompagnoient. Ils passerent par Caderouce, où M. de Lubieres de Langes, Gouverneur de la Principauté d'Orange les fut saluer. Son compliment fut très bien receu, de même que celui qui leur fut fait de la part du Parlement d'Orange. Ils partirent le 31. de Montelimard & se rendirent à Valence, où ils furent receus hors de la Ville par le Gouverneur & les Officiers, & à l'entrée par les Consuls; les rues étoient sablées, & tenduës de Tapisseries, & la Bourgeoisie sous les armes. Ils en partirent le 2. de ce mois pour se rendre à Grenoble, d'où ils se rendirent à Lion. Ces Princes n'ont fait que passer dans la plupart des Villes de leur route pour diligenter leur retour à Paris, leur tardant de voir M. le Dauphin, qui eut le 19. du mois dernier

nier une attaque d'Apoplexie qui allarma toute la Cour, car il fut en très grand danger & demeura même quelque temps sans connoissance. Cet accident n'eut point de suites fâcheuses & sa santé fut quelques jours après entièrement rétablie, ce qui a causé une joye universelle. Les Harangeres de la Halle de Paris députerent quatre femmes de leur Corps à Versailles pour l'aller complimenter sur le retablissement de sa Santé, ce qui divertit la Cour, qui leur fit donner quarante Louis d'or. Etant de retour à Paris elles firent chanter un *Te Deum* dans l'Eglise de S. Eustache leur Paroisse, où elles assisterent toutes.

Les Apoplexies ont été frequentes à Paris depuis quelque tems. M. Fagon, Premier Medecin du Roi en fut attaqué le 8. du mois dernier dans la Chambre de Sa Majesté, mais deux prises d'Emetique & de quelques grains d'Angleterre le tirerent d'affaire. Le Sieur de la Perouse, Intendant du Comte d'Augvergne, en mourut quelques jours après: & environ ce temps là le Roi Jaques en eut une attaque si violente qu'il en est demeuré paralytique de la moitié de sa personne.

Pour revenir aux Princes, on dit qu'en

qu'en cas de guerre M. le Duc de Bourgogne commandera une armée, & on croit que ce sera en Flandres. M. le Duc d'Orléans a fait legaliser la Protestation solennelle, qu'il avoit faite ci-devant par devant Notaires contre la clause du Testament du feu Roi d'Espagne qui a réglé l'ordre de la Succession à son préjudice.

VI. Le Maréchal de Catinat partit de Paris le mois dernier pour se rendre dans le Milanéz. Il demanda au Roi avant son départ quelques Regimens propres à faire une bonne tête de la Cavalerie, & les Cuirassiers de Rouffillon & Angor qu'on dit être des troupes à toute épreuve, lui furent acordez. Ce Maréchal arriva le 1. de ce mois à Lion, d'où il partit le lendemain. Quarante Bataillons étoient attendus dans le Lionnois pour passer en Italie.

VII. Le Roi receut, vers la fin du mois de Mars, les Propositions de secreté faites à M. le Comte d'Avaux à la Haye par l'Envoyé Extraordinaire du Roi d'Angleterre, & par les Deputez des Etats Généraux. Ce Monarque jugea à propos de les faire imprimer, afin de les rendre publiques. Nous ne sçaurions mieux les placer qu'ici.

Me.

Ayuntamiento de Madrid

Mémoire présenté par Monsieur Stanhope, Envoyé Extraordinaire de S. M. B. à Monsieur le Comte d'Avaux, Ambassadeur Extraordinaire de S. M. T. C.

Comme Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ont conclu le 25. du mois de Mars de l'année passée 1700 avec Sa Majesté Très Chrétienne un Traité de Partage pour prévenir le trouble & une nouvelle Guerre, qu'on avoit tout sujet d'apprehender par la mort du Roi d'Espagne sans Enfans, & qu'entr'autres le principal objet des Hauts Contractants dans cette Affaire, a été de conserver la Paix, & particulièrement des Royaumes de S. M. il est évident que quoi que S. M. T. C. ait trouvé bon d'accepter le Testament du feu Roi d'Espagne, se départant ainsi du Traité de Partage, que cependant S. M. B. ne doit pas perdre l'effet du même Traité; mais que l'objet du dit Traité, à sçavoir la Paix & la tranquillité générale & la sûreté particulière, lui doit être donné, du moins par quelque équivalent ou autre moyen. C'est à cette fin que le Sr. Stanhope Envoyé Extraordinaire & Plénipotentiaire de S. M. B. auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, a ordre de proposer au Sr. Comte d'Avaux Ambassadeur & Plénipotentiaire de

de S. M. T. C. auprès deidits Etats les points & articles suivans.

Que pour conserver la Paix & la tranquillité générale, dans laquelle consiste une grande partie de la sûreté particulière des Etats de S. M. B. S. M. I. sera invitée d'entrer en cette Négociation, & lui sera donné contentement & une raisonnable satisfaction sur ses prétentions à la Succession d'Espagne, lesquelles étoient réglées par le Traité de Partage, & que Sdite M. I. sera admise & incluse dans le Traité que S. M. B. & L. H. P. feront avec S. M. T. C. & la Couronne d'Espagne.

Que S. M. T. C. dans un certain tems limité aussi court qu'on en pourra convenir, retirera toutes les Troupes des Païs Bas Espagnols, sans y en laisser aucunes, & sans qu'il lui soit permis de les y renvoyer jamais; mais qu'à l'avenir dans lesdits Païs Bas Espagnols, excepté dans les Places de sûreté dont il sera fait mention dans l'article suivant, on pourra tenir des Troupes Espagnoles Walones ou des Païs Bas sujets à la Monarchie d'Espagne privativement sous le serment & à la solde de l'Espagne, & point des Troupes de S. M. T. C. directement ou indirectement, à la reserve pourtant qu'il sera permis au Roi de la Grande Bretagne, & aux Seigneurs les Etats Généraux, de pouvoir envoyer de leurs Troupes pour la défense

dudit

Ayuntamiento de Madrid

dudit Païs Bas, lors qu'ils en seront légitimement requis.

Que pour la sûreté particulière des Etats de S. M. B. l'on cédera & confiera à la garde privative de S. M. les Villes d'Ostende & de Nieuport, avec leurs Ports, Châteaux, ou Citadelles, & tous les Forts & Ouvrages de fortification y appartenant, le tout dans l'état où ils se trouvent présentement, avec pouvoir d'y mettre & tenir telles garnisons, soit des Troupes de S. M. ou deses Alliez, qu'Elle voudroit requérir pour cela, & qu'Elle trouvera à propos; sans qu'il soit permis à la France, ou à l'Espagne, d'y mettre la moindre garnison, ou de bâtir derrière, ou à l'entour desdites Villes, Ports & Forteresses, aucunes Redoutes, Ports, Lignes, ou Ouvrages de fortifications, ou de faire quelque chose que ce soit qui pourroit porter préjudice à la garde desdites Villes & Forteresses, & en empêcher l'effet.

Que S. M. B. pourra augmenter, diminuer & changer les garnisons desdites Villes & Forteresses, autant de fois qu'Elle le trouvera bon, & y envoyer des vivres, munitions, armes, matériaux pour les Fortifications, & généralement tout ce qui pourra convenir & être nécessaire au service des Garnisons & Fortifications, sans qu'il lui soit fait aucun empêchement: soit par mer, ou par terre, directement, ou indirectement.

Que

Que S. M. B. aura le plein Commandement & Autorité sur lesdites Villes, Ports, Châteaux & Fortereſſes, où elle aura ſes Garniſons & Commandans tels qu'Elle trouvera bon, ſauf & ſans préjudice des autres Droits & revenus de la Couronne d'Eſpagne ſur & dans leſdites Villes.

Que de plus S. M. B. aura la liberté de fortifier & réparer les Fortifications deſdites Villes, Ports, Châteaux & Fortereſſes, ainſi qu'Elle le jugera à propos, & de faire généralement tout ce qu'Elle trouvera néceſſaire pour leur déſenſe.

Qu'aucun Royaume, Province, Villes Terres, ou Places, appartenantes de l'Eſpagne, tant dedans que hors de l'Europe, & ſpécialement aucunes Villes, Places, ou Terres des Païs Bas Eſpagnols, ne pourront être cédées ou transportées, ni ne pourront dévoluer ni parvenir à la Couronne de France, par Donation, Achat, Echange, Contrât de Mariage, Succeſſion, par Teſtament, ou *ab inteſtat*, ni par quelqu'autre titre que ce puiſſe être, & qu'elles ne pourront être ſoumiſes au pouvoir, ou ſous l'autorité du Roi T. C. en aucune manière.

Que dans les Etats & Royaumes de la Monarchie d'Eſpagne, tant dedans que dehors de l'Europe; & par conſéquent ainſi dans les Païs Bas Eſpagnols, les Sujets de S. M. B. demeureront dans la jouiſſance de tous les Privilèges, Droits, Franchiſes,

ſes, & autres avantages, tant à l'égard de leur Navigation, Commerce, le libre uſage des Ports, qu'en toute autre choſe dont ils ont joui, ou dû jouir, juſques à la mort du Roi d'Eſpagne, & qu'ainſi le tout tel qu'il puiſſe être, excepté ce dont on ſera convenu autrement par le Traité à faire, ſera laiſſé en l'état où il a été du tems de la mort du feu Roi d'Eſpagne.

Que tous les Traitez de Paix & de Commerce, & autres Conventions entrel'Angleterre & l'Eſpagne, ſeront renouvellez & tenus pour renouvellez de la manière dont on pourra convenir enſemble, d'autant qu'ils ne ſeront changez par le Traité qu'on ſera.

Que de plus les Sujets de S. M. B. jouiront dans tous les Royaumes, Etats, Villes, Places, Bayés & Havres de la Couronne d'Eſpagne, dedans & hors de l'Europe, des mêmes Privilèges, Droits & Franchiſes; comme ainſi de toutes les Immunités & avantages dont jouiront les Sujets de S. M. T. C. & des autres Potentats, ainſi bien de ceux qui leurs ſeront accordez & dont ils jouiront à l'avenir.

Que de la part de la France & de l'Eſpagne, on promettra ſolemnellement l'obſervation exacte de tous ces points en général, & de chacun en particulier.

Que le Traité qu'on ſera ſur ce ſujet ſera garanti par les Rois, Princes & Potentats quel'un ou l'autre des Hauts Contractans

y requerront, & cela de la manière la plus forte qu'ils trouveront convenir.

Le tout avec reserve d'amplifier aux points dans la Négociation autant qu'on le trouvera nécessaire pour l'éclaircissement de leur véritable sens, & intention, comme aussi pour prévenir toute sorte de disputes; présenté à la Haye le 22. Mars 1701. Signé ALEXANDRE STANHOPE.

Memoire de ce que les Sieurs Deputez de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont proposé de la part de Leurs Hautes Puissances au Sieur Comte d'Avaux, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Comme Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais Bas, ont conclu le 25. du mois de Mars de l'année passée 1700. avec S. M. T. C. un Traité de Partage, pour prévenir les troubles & inconveniens, qui auroient pu survenir au sujet de la Succession du dernier feu Roi d'Espagne, en cas qu'il vint à mourir sans enfans; & comme entre autres le principal object des Hauts Contractans dans cette Affaire, a été de conserver la Paix & la tranquillité générale dans l'Europe, & d'affermir la seureté particuliere

de cet Etat: il est évident que quoi que S. M. T. C. ait trouvé bon d'accepter le Testament du feu Roi d'Espagne, laissant là le Traité de Partage: que cependant Leurs Hautes Puissances ne devroient pas être frustrées de l'effet du même Traité: Mais que l'objet du Traité, à sçavoir la Paix & la tranquillité générale & leur seureté particuliere, leur doit être donnée, au moins par quelque équivalent, ou autre moyen.

Sur ce fondement, L. H. P. demandent que pour conserver la Paix & la tranquillité générale, dans laquelle consiste une grande partie de leur seureté particuliere; il soit donné à Sa Majesté Imperiale contentement & une satisfaction raisonnable sur les prétentions à la Succession d'Espagne, lesquelles étoient réglées par le Traité de Partage.

Que S. M. T. C. dans un certain tems fixé, aussi court qu'on en pourra convenir, retirera toutes les Troupes des Pais Bas Espagnols (excepté dans les Places de seureté dont il sera fait mention dans l'Article suivant) où on pourra tenir uniquement des Troupes Espagnoles, Walonnes, ou originaires des Pais-Bas de S. M. C., étant privativement à Elle, sous son Serment & à sa Solde, & point des Troupes de S. M. T. C., directement ni indirectement: Mais si le Roi d'Espagne venoit à requérir des Troupes du Roi de la Grande Bretagne, ou de L. H. P. pour la defense

de ses Pais Bas, il leur sera permis de les y envoyer.

Que pour la seureté particuliere de ces Etats on cederà & confiera à la garde privative de L. H. P. les Villes Places & Fortereses, de Venlo, Ruremonde, Steven-Waerde, Luxembourgh, Namur, Charleroi, Mons, Dendermonde, Damme, & S. Donas avec leurs Châteaux & Citadelles; ensemble avec tous les Forts & Ouvrages de Fortifications y appartenant chacun dans l'état où il se trouve à present, avec pouvoir d'y mettre & d'y tenir telles Garnisons qu'elles trouveront à propos, soit de leur Pais, soit de celle de leurs Alliez qu'elles voudroient requérir pour cela, sans qu'il soit permis à la France, ni à l'Espagne, d'y mettre la moindre Garnison, ni de bâtir derrière, ni à l'entour desdites Villes, Châteaux, Places & Fortereses aucuns Forts, Lignes ni Ouvrages de fortifications, ni de faire quelque chose que ce soit, qui pourroit porter préjudice à la garde desdites Villes, Châteaux, Places & Fortereses, & en empêcher l'effet.

Qu'il sera permis à L. H. P. d'augmenter, diminuer & changer leurs Garnisons dans lesdites Villes, Châteaux, Places, & Fortereses, routes & quantes fois qu'elles le trouveront bon, comme aussi d'y envoyer des Vivres, Munitions, Armes, Matériaux pour les Fortifications & généralement tout ce qui pourra convenir & être nécessaire au service des Garnisons & Fortifications: que le passage pour le transport de toutes ces choses, aussi bien que pour celui des Garnisons tant en allant qu'en revenant, sera libre & ouvert en tout tems par les Terres & sur les Rivières du Territoire de S. M. C. sans qu'on y puisse mettre aucun empêchement directement ni indirectement.

Que L. H. P. auront le plein commandement & autorité sur les Villes, Places, Châteaux & Fortereses.

Ayuntamiento de Madrid

teresses où elles auront leurs Garnisons, & qu'elles y mettront des Gouverneurs & Commandans tels qu'elles le trouveront bon, sauf & sans préjudice des autres droits & des revenus du Roi d'Espagne sur & dans lesdites Villes & Places.

Que de plus L. H. P. auront la liberté de fortifier & réparer les Fortifications desdites Villes, Places, Châteaux & Fortereses, ainsi qu'elles le jugeront à propos, & de faire généralement tout ce qu'elles trouveront nécessaire pour leur défense.

Qu'aucuns Royaumes, Provinces, Villes, Terres ou Places, appartenant à la Couronne d'Espagne tant dedans que hors de l'Europe; & spécialement aucunes Villes ou Terres des Pais-Bas Espagnols, ne pourront être ceder ni transporter, ni ne pourront donc aussi parvenir à la Couronne de France, soit par Donation, Achat, Echange, Contrat de Mariage, Succession par Testamens, ou *ab intestat*, ni par quelqu'autre titre que ce puisse être, ni qu'elles ne pourront être soumises au pouvoir, ni à l'autorité du Roi T. C. en aucune maniere.

Que dans les Royaumes, & Etats du Roi d'Espagne tant dedans, que hors de l'Europe, & par conséquent aussi dans les Pais-Bas Espagnols les Sujets & habitans des Provinces, Unions demeureront dans la jouissance de tous les Privilèges, Droits, Franchises, & autre avantage, tant à l'égard de leur Navigation & Commerce, le libre usage des Ports, qu'en toute autre chose, tout ainsi qu'ils en ont joui, ou dû jouir ci-devant, & qu'ainsi toutes choses telles qu'elles puissent être, excepté ce dont on sera convenu autrement par le Traité à faire, seront aussi en l'état où elles ont été du tems de la mort du feu Roi d'Espagne.

Que le Traité entre la Couronne d'Espagne & L. H. P. conclu à Munster en 1648. comme aussi

Tom. XXX.

V

tous

tous les autres Traitez & Conventions entre l'Espagne & ces Etats seront renouvelles au tems, pour renouveler de la maniere dont on pourra convenir ensemble, d'autant qu'ils ne seront changez par le Traité qu'on fera.

Que de plus, les Sujets & Habitans des Provinces-Unies, jouiront dans tous les Royaumes, Etats, Villes, Places, Bayes, & Havres de la Couronne d'Espagne dedans & hors de l'Europe, des memes Privileges, Droits & Franchises, comme aussi de toutes les Immunités & avantages dont jouissent les Sujets de S. M. T. C., ou les autres Princes ou Porentats, aussi bien que de ceux qui leur seront accordés, & dont ils jouiront à l'avenir.

Que Leurs Majestez les Rois de France & d'Espagne, promettront solennellement pour Eux & pour leurs Successeurs, l'exacte observation de tous ces Points en général, & de chacun d'eux en particulier.

Que le Traité qu'on fera sur ce sujet, sera garanti par tels Rois, Princes, & Porentats que l'un ou l'autre des Hauts Contractans y requerront, & cela de la maniere la plus forte qu'ils trouveront convenir.

Le tout avec reserve d'amplifier ces Points dans la Negociation autant qu'on le trouvera nécessaire pour leur elucidation, & pour l'éclaircissement de leur véritable sens & intention, comme aussi pour prevenir toutes sortes de disputes. Fait à la Haye le 22. Mars 1701. Au nom des Deputez de Leurs Hautes Puissances.

Signé, F A G E L.

On ne dit point dans quelle vûe la Cour de France a voulu que ces Memoires ayent été rendus publics. Ce qu'il y a de certain est qu'ils n'ont pas été agréables à cette Cour. D'abord

5a

Sa Majesté Très-Chrétienne écrivit une lettre au Comte d'Avaux contenant un ordre de dire aux Deputez des Etats Généraux, que si l'on vouloit se tenir à la Paix de Ryfwick, son intention étoit de l'observer ponctuellement: mais que si Leurs Hautes Puissances vouloient demeurer fermes sur tous les points de leurs demandes, elle ordonneroit à son Ambassadeur de se retirer. Elle écrivit encore un ou deux jours après au même Ambassadeur pour preser Leurs Hautes Puissances de donner leur reponse. On dit que la Cour est résolue de ne point accepter ces Propositions, que le Roi s'en est expliqué, mais qu'il a déclaré en même temps qu'il n'attaquera aucune Puissance & qu'il restera sur la défensive.

VIII. Le Comte d'Etrées est parti pour Toulon, où il doit commander une Escadre de dix-huit Vaisseaux, que l'on croit destinée pour le Détroit. Le Cardinal de Coislin prêta serment vers le commencement de ce mois, entre les mains du Roi pour la Charge de Grand Aumônier de France. Le Cardinal de Bouillon n'a pas continué son voyage. Il est retourné à Rome, marque qu'il n'est pas rentré dans les bonnes grâces du Roi Très-Chrétien. Le

V 2

Ma-

460 *Mercuré Historique &*
Maréchal de Tourville est tombé mala-
de d'une fluxion de poitrine si violente
qu'on crainit pour sa vie.

IX. Le 17. de Mars M. de Saffi, A-
vocat au Conseil fut reçu dans l'Aca-
demie Françoisé en la place du Presi-
dent Roze. On a perdu encore un autre
Membre de cette Academie, c'est M.
de Segrais. Il étoit de Caën, où il est
mort premier Echevin.

Reflexions sur les Nouvelles de France.

I. **L**y avoit long-temps qu'on parloit
en France de rétablir la Capita-
tion. Le Roi d'Espagne ne fut pas plu-
tôt mort & son Testament accepté, que
cette Taxe fut résoluë : & pour prépa-
rer les peuples à ne regimber pas lors
qu'on viendrait à les charger de ce nou-
veau fardeau, on en fit courir le bruit
en même temps, ce qui jettait l'alarme
dans toutes les Provinces. Le bruit d'u-
ne nouvelle Capitation ne fut pas plutôt
répandu que les François s'y attendi-
rent, parce qu'ils sçavent par une lon-
gue experience que de pareils bruits ne
se trouvent faux que rarement : mais
ils s'attendoient à deux choses. La pre-
mière

Politique. Avril 1701. 461

mière, que cette nouvelle Capitation
ne seroit pas plus forte que la précédén-
te; & la seconde, qu'elle ne seroit im-
posée qu'après une Déclaration de guer-
re. Voilà comme les peuples raiso-
noient en France; mais les Princes rai-
sonnent autrement que leurs Sujets, par-
ce qu'ils ont des vûes fort différentes.
Le Roi Très-Chrétien a trouvé à pro-
pos d'augmenter cette Capitation nou-
velle, & de n'attendre pas une rupture.
Bonne Politique sans doute, puis qu'on
ne sçauroit discouvenir que l'argent ne
soit le nerf de la guerre, mais Politique
qui n'est praticable que dans les Etats où
le pouvoir des Princes est absolu, car
pour les autres il faut que les peuples s'y
épuisent volontairement & par raison,
& non pour suivre la volonté d'un Sou-
verain, qui pour l'ordinaire a plus en
vûë sa propre gloire que le repos de
ceux qui lui sont assujettis.

C'est aujourd'hui que les François
peuvent dire véritablement, que les
Prosperitez des Princes sont quelque-
fois les Calamitez des peuples. Car on
compte, qu'au lieu que la dernière
Capitation ne produisoit que vingt-cinq
millions, celle-ci en produira plus de
cinquante, ce qui joint aux autres fonds
extraordinaires qu'on a établis, & qu'on

prend de fort justes mesures pour faire remplir, mettra à la vérité le Roi Très-Chrétien en état de se soutenir, & de soutenir le Roi d'Espagne en cas de rupture, mais ses Sujets en pâtiront, & supposé que la guerre dure ils n'en seront pas quittes à si bon marché.

Le Clergé sur tout court grand risque de se voir obligé d'accorder des secours volontaires plus proportionnez à ses facultez que ceux qu'on lui insinue qu'il doit donner: car enfin s'il est véritable que la Cour n'exige de ce Corps que dix Millions, il n'y a rien là de dans que de fort modique. Ce n'est que la somme à laquelle il se taxa en 1695. Or il semble que puis que la Capitation qui vient d'être établie a été augmentée à l'égard des Corps Seculiers, le Don gratuit des Evêques devroit être aussi augmenté. Il le fera avec le temps, on ne doit point le revoker en doute, mais ce sera à mesures que les besoins augmenteront. La Cour les regarde comme un Corps de reserve, où elle trouvera des ressources qu'elle ne sçauroit trouver ni dans la Noblesse, ni dans le Tiers Etat, car il est certain que les richesses du Clergé de France sont immenses; ceux qui en ont calculé les revenus, depuis quelques années, les

font

font monter à plus de trois cent vingt Millions.

V. Les Princes, freres du nouveau Roi d'Espagne, ont fait un Voyage où ils ont reçu bien des acclamations, & où en même temps ils ont vu tout ce qu'il y a de plus curieux dans une bonne partie du Royaume. Ils n'ont pas manqué étant en Provence de visiter le Tombeau de Nostradamus, dont les Centuries sont regardées par bien des gens comme des textes de l'Evangile, quoi qu'au bout du compte ce ne soient que des rêveries & des rebus de Provençe, comme les appelle Guy Patin. Le Caractère de cet Astrologue qui a fait tant de bruit est exprimé merveilleusement dans ce Distique que quelques uns attribuent à Theodore de Beze, & quelques autres à Eceinne Jodelle, ou à un Carolus Uthenovius, des Poèmes duquel on trouve un petit Recueil.

Nostra damus cum Verba damus, nam fallere nostrum est.

Et cum Verba damus nil nisi nostra damus.

Un Jesuite qui a fait la vie & l'Apologie de cet Astrologue, prétend prouver que c'étoit un Prophete inspiré divi-

V 4

ne-

nement, mais les preuves dont il se sert sont absurdes. Il a mis sous le portrait de son prétendu Prophète cet autre Distique :

*Vera loquor, nec falsa loquor, sed munera
ra Cæli,*

Qui loquitur Deus est, non ego Nostradamus.

On dit que Nostradamus avoit acoutumé de dire qu'il étoit sorti de la Tribu d'Issachar, laquelle avoit ce Privilege d'avoir la connoissance de l'avenir. Sur quoi il alléguoit le Passage du premier Livre des Chroniques, Chap. 12. Verset 32. où il est dit; *Que les enfans d'Issachar étoient experts en la connoissance des temps pour sçavoir ce que devoit faire Israël.* C'étoit une chimere dont cet homme s'étoit entêté, car les Tribus d'Israël sont trop confonduës pour sçavoir de laquelle il étoit sorti. Mais ce n'est pas le seul qui se soit repu d'une semblable imagination, témoin ceux de la Maison de Levi, qui se disent Cousins de la Vierge, & cet Arbre Généalogique de la Maison de Croix qu'on montre dans les Païs-Bas, par lequel il paroît que le Chef de cette Maison aujourd'hui vivant vient pour le moins

moins de Nimrod en ligne directe & masculine. Revenons à Nostradamus. Voici la Traduction de l'Épithaphe Latine qui lui fut dressée dans l'Eglise des Cordeliers de Salon, où il fut entermé.

C'est ici que reposent les os de Michel Nostradamus. C'étoit un personnage très célèbre, & celui de tous les Mortels qui étoit rempli de plus de connoissances. Sa plume sembloit être inspirée: car il a prédit par l'influence des Astres les événemens les plus considérables de toute la Terre. Il est mort à Salon l'an 1566. le 2. Juillet. âgé de soixante deux ans, six mois & dix-sept jours. Posterité, ne lui envie point son repos.

Ce qu'il y a d'assez singulier, est que le Tombeau de l'Astrologue est moitié dans l'Eglise des Cordeliers & moitié dehors, ce qui a donné lieu à quelques-uns de dire, que c'étoit parce qu'on ne sçavoit s'il étoit Prophète, ou Magicien. Mais les Cordeliers de Salon, qui en voudroient bien faire un Saint, en donnent une autre raison: Ils disent que Nostradamus avoit fait construire lui-même son Tombeau de cette manière, parce que trouvant le monde

trop corrompu il voulut l'abandonner d'une maniere assez singuliere : car, ajoûtent-ils, ayant fait faire ce tombeau à la hauteur d'un homme, il s'y fit enfermer en vie, après avoir fait provision d'huile pour sa lampe, d'ancre & de papier, & avoir predit malheur à celui qui le feroit ouvrir avant un certain temps, qui à leur calcul, ne doit expirer qu'au commencement de ce siecle. On a beau dire à ces bons Moines qu'il paroît par l'Epitaphe qu'il n'a pas été enterré en vie, puis qu'elle dit positivement qu'il est mort : *Obiit Salone: Vixit annos LXII.* Les Peres repliquent à l'Objection, que dès ce jour-là Nostre-damus étoit mort au monde ; qu'en un mot en gravant cette Epitaphe, dont ils doivent être les veritables interpretes, on avoit suivi les ordres qu'il avoit donnez comme ils le peuvent justifier par les Regiures du Couvent, & qu'enfin il avoit voulu une partie de son Tombeau dans la rue, pour donner à connoître ce reste de vie humaine qu'il employa à des Ouvrages Saints, que ceux qui le feront ouvrir trouveront un jour. Pauvreztez Monacales dont Mrs. les Ducs de Bourgogne & de Berri durent bien rire : mais pauvreztez tant qu'il vous plaira, c'est ce qui fait bouillir la marmite.

Si

Si le Fort de Notre-Dame de la Garden'est pas aujourd'hui en meilleur état que du temps de Mrs. de Bauchau-mont & de la Chapelle, il avoit besoin de la vûe de M. de Vauban. Voici ce qu'en disent ces Messieurs dans cet ingenieux Ouvrage en Prose & en Vers, où ils font la description d'un voyage qu'ils firent ensemble.

*Tout le monde sçait que Marseille
Est riche, illustre, & sans pareille
Pour son terroir & pour son Port;
Mais il vous faut parler du Fort,
Qui sans doute est une merveille :*

*C'est Notre-Dame de la Garde,
Gouvernement commode & beau,
Auquel suffit pour toute garde
Un Suisse avec sa Hallebarde,
Peint sur la porte du Chateau.*

„ Une description magnifique qu'on
„ fit autrefois de cette Place nous don-
„ na la curiosité de l'aller voir. Nous
„ grimâmes plus d'une heure avant
„ que d'arriver au haut de cette mon-
„ tagne, où l'on est bien surpris de ne
„ trouver qu'une méchante mazure
„ toute tremblante, & prête à tomber
„ au premier vent. Nous frapâmes à la
„ porte,

V 6.

„ porte, mais doucement, de crainte
 „ de la jeter par terre, & après avoir
 „ heurté long-temps sans entendre mê-
 „ mes un chien aboyer sur la Tour:

*Des gens qui travaillent là proche
 Nous dirent, Messieurs, là dedans
 On n'entre plus depuis long-temps :
 Le Gouverneur de cette Roche
 Retournant en Cour par le Coche
 A depuis environ quinze ans
 Emporté la clef dans sa poche.*

J'avoué que la raillerie portoit sur le Gouverneur de la Forteresse, qui étoit M. de Scuderi, mais le mauvais état où étoit cette Place en avoit donné l'occasion.

Puisque la Cour de la Bazoches s'est si bien distinguée à Toulouse à la reception qui a été faite dans cette Ville à Mrs. les Ducs de Bourgogne & de Berri, elle merite que nous en disions un petit mot. Cette Cour est une Jurisdiction qui s'exerce entre les Clercs des Procureurs. Les plus anciens en sont les Officiers. Celui qui préside est appelé le Chancelier, & le Chef porte le nom de Roi. M. Menage par sa vertu Etimologique fait venir le mot de Bazoches de celui de Basilique, qui signi-
 fioit

fioit originairement le Palais, ou la Salle où s'assembloit le peuple lors que les Rois rendoient eux-mêmes la Justice : & il pourroit bien avoir raison, s'il est vrai qu'anciennement les Clercs du Palais ayent été appelez à Paris Basilicains, comme le rapporte Pierre de Miraulmont, qui est un Auteur qui traite amplement & du Royaume de la Bazoches & des Bazochiens. Il ne se juge dans cette Cour que les causes entre les Clercs, ou celles dans lesquelles un Clerc est défendeur contre un Artisan, ou contre un Marchand pour des Marchandises prêtées, ou pour des ouvrages faits. Les armes de la Bazoches sont trois Ecritoires.

VII. Les bruits de Guerre & de Paix varient en France à tout moment, comme par tout ailleurs, & on n'y sçait qu'y croire depuis qu'on y a vu les Propositions de sûreté faites par l'Angleterre & la Hollande, & qu'on sçait la réponse qu'y a faite le Roi Très Chrétien. Les peuples de ce Royaume n'ont jamais été plus consternez que dans la situation presente des affaires.

NOUVELLES DE LA
GRAND' BRETAGNE.

I. LA Chambre des Communes confirma le 9. de Mars la résolution qui avoit été prise le jour précédent * d'employer trente mille Matelots pour le service de cette année. Elle résolut en suite qu'on prendroit la somme de deux cens mille livres Sterling sur celle de cinq cens mille déjà accordée pour le payement des arrerages deus aux Matelots. En suite elle ordonna aux Seigneurs de l'Amirauté d'aporter un état de la dépense ordinaire de la Flote, & de ce qui sera nécessaire pour l'extraordinaire de la Marine cette présente année.

Le 11. on publia une Proclamation pour éloigner & desarmer les mal-intentionnez, & pour saisir les armes, munitions & chevaux qu'on trouvera leur appartenir. Cette Proclamation contenoit en substance ; *Que Sa Majesté ayant été avertie qu'une grande quantité d'armes & autres instrumens de guerre étoient prêts & tenus cachés par les Papistes & autres personnes mal intentionnées qui ne reconnoissent point le Gouverne-*

* Voyez le *Mercuré* précédent, pag. 346.

vernement ; que ces personnes étant depuis peu venues en grand nombre dans les Villes de Londres & de Westminster, & y ayant tenu des Assemblées contre les Loix publiques & connues du Royaume. A ces causes Sa Majesté sur la très humble Adresse des Seigneurs assemblez en Parlement, avoit trouvé à propos de faire publier cette Proclamation pour ordonner l'exécution des precedens Actes du Parlement rendus sur ce sujet.

Le 12. la Chambre des Communes considéra en grand Comité le premier chef de la Harangue du Roi concernant la succession à la Couronne, & résolut qu'il étoit absolument nécessaire d'étendre cette succession dans la Ligne Protestante après Sa Majesté, Son Altesse Royale, Madame la Princesse de Dannemark, & leurs legitimes heritiers, tant pour conserver la Paix & le bonheur du Royaume que pour affermir de plus en plus la Religion Réformée, mais qu'au préalable il seroit plus amplement pourveu à la sûreté des Droits & des Libertez de la Nation. Le même jour le Duc de Queensbury arriva d'Ecosse, ayant été rencontré à dix Miles de Londres par un grand nombre de Seigneurs & Gentilshommes Ecossois, qui l'accompa-

gnierent avec un Cortège de quatorze Caroffes. Le lendemain il fut faluer le Roi & lui rendit compte de l'état des affaires d'Ecoffe.

Le 16. la Chambre travailla en grand Comité à l'affaire de la Succession, & il fut refolu; *Que toutes les affaires qui regardent le Gouvernement se refoudront dans le Conseil, & que toutes les refolutions qu'on y prendra feront fignées par le même Conseil; Qu'aucune pourra être Membre du Conseil Privé, ni du Parlement, s'il n'est natif de l'un des trois Royaumes, ou né de parens Anglois, & qu'il ne pourra auffi poffeder aucun Office, ou Emploi public, Civil, ou Militaire, ni jouir d'aucunes concessions de terres, biens, ou heritages de la Couronne, par lui-même, ou par autrui.*

La Chambre ordonna le 19. de drefser un Bil pour la confervation de la Religion Anglicane, & pour empêcher la translation des Evêques d'un Evêché à un autre. Et il fut refolu, *Que lors qu'un Evêque feroit mort, on prefenteroit douze fujets à l'Archevêque, qui en prefenteroit trois au Roi, defquels Sa Majesté en nommeroit un.*

Le 21. elle refolut d'acorder au Roi un Subfide de trois cens mille livres Ster-

Sterling pour l'entretien des Gardes & des Garnifons pendant cette année. Elle travailla en fuite en grand Comité à l'affaire de la Succession & prit les refolutions fuivantes; *Qu'aucune perfonne qui parviendra à la Couronne ne pourra fortir des trois Royaumes fans le confentement du Parlement; qu'elle fera profefion de la Religion Anglicane, qu'aucun pardon ne fera valable en faveur de ceux qui feront acufez de trahifon par le Parlement; que la punition de crime de Haute Trahifon ne s'étendra pas à la confifcation des biens des coupables condamnez à mort; Qu'en cas que la Couronne paffe à un Prince étranger, la Nation ne fera pas obligée de s'engager dans aucune guerre pour la defenfe de fes Etats qui n'appartiendront pas à l'Angleterre, fans le confentement du Parlement.*

Le même jour 21. la Convocation du Clergé refolut de prefenter au Roi une Adrefle, ce qui fut executé; la Voici.

Adrefle du Clergé d'Angleterre à Sa Majesté.

S I R E,

Nous les très obéiffans & fidèles fujets de
Vôtre Majesté, l'Archevêque, les
Evêques

Evêques & les autres Ecclesiastiques de la Province de Cantorberi assemblez en Convocation, suivant les ordres que nous en avons donné V^{otre} Majesté, embrassons cette occasion, pour rendre nos très-humbles remerciemens à V. M. de la protection & des faveurs que l'Eglise d'Angleterre établie par les Loix, a constamment reçues de V. M. depuis son avènement à la Couronne.

Nous remercions aussi en toute humilité V. M. de l'intérêt qu'elle prend pour les Eglises Réformées en général: Et nous prions le Dieu Tout Puissant, qu'ayant fait de V. M. son principal instrument pour les conserver jusqu'à présent, il continué encore de répandre ses bénédictions sur vos efforts, pour leur future sûreté, contre les éminents dangers dont elles sont à présent menacées.

Permettez nous Sire, de vous donner toutes les assurances possibles, de notre inébranlable fidélité, & de notre zèle & affection pour votre Personne sacrée & pour votre Gouvernement: C'est dont nous donnerons toujours des marques à V. M. en maintenant votre Supremacie, ainsi qu'elle est établie par les Loix de ce Royaume, & les Articles & les Canons de notre Eglise, en inspirant la véritable Religion & la fidélité à vos peuples qui sont commis à nos soins, & en priant ardemment Dieu de donner une longue vie & un heureux Règne à V. M.

Voici

MILORDS ET MESSIEURS.

Je suis bien aisé que vous soyez satisfaits, & sensibles à la constante protection que j'ai donnée à l'Eglise d'Angleterre, ainsi qu'elle est établie par les Loix.

Je vous assure que j'agirai de sorte que vous aurez sujet de continuer à me remercier pour cela.

V^{otre} zèle pour les Eglises Réformées de là la mer, & v^{otre} tendresse pour celles qui sont en danger, me sont aussi fort agréables

Je vous remercie encore des promesses que vous me faites de maintenir ma Supremacie selon les Loix, ne voulant jamais l'étendre au delà.

Je n'ai jamais douté de la fidélité de l'Eglise d'Angleterre envers moi,

Je ne doute point non plus que vous ne travaillez avec zèle à l'avancement de la Religion, de la vertu & de la piété, & à les inspirer au peuple qui est commis à v^{otre} charge. Je serai toujours prêt à contribuer autant qu'il me sera possible, à faire réussir vos bonnes intentions là dessus, puisque c'est ce qui nous importe d'avantage, & n^{otre} principal intérêt à tous.

Le 22. la Chambre prit encore ces résolutions.

476 *Mercuré Historique &*
résolutions; Qu'aucune personne ayant
Emploi à la Cour ne pourra à l'avenir être
Membre du Parlement; Qu'on pourvoi-
ra plus amplement à la confirmation des
Loix pour la sûreté de la Religion, des
Droits & des Libertez du peuple; Que
toutes les Commissions des Juges seront pour
tout le temps qu'ils se comporteront bien,
mais qu'elles leur pourront être ôtées sur
une Adresse du Parlemtz que la Princesse
Sophie, Duchesse Douairiere de Hanno-
ver, sera déclarée la plus proche à suc-
ceder, après le Roi & la Princesse de Dan-
emark, & ses Héritiers Protestans après
elle. Cette Princesse, qui avoit été ma-
riée à Ernest Auguste, Prince Evêque
d'Osnabrug & Duc de Hannover, est
la plus jeune des filles de Frederic V.
Roi de Boheme, & d'Elisabeth d'An-
gletterre qui étoit fille de Jaques I. Roi
de la Grand' Bretagne.

Ces résolutions furent approuvées le
23. & il fut ordonné de dresser un Bil à
ce sujet.

Le 25. les Seigneurs examinerent les
Traitez d'Alliance faits entre Sa Ma-
jesté & les autres Souverains étrangers,
& ils établirent un Comité, qui eut or-
dre de faire un projet d'Adresse pour
supplier Sa Majesté d'entrer en Alliance
avec quelques Etats qui devoient être
nommez dans cette Adresse. Le

Politique. Avril 1701. 477

Le 28. ils envoyerent prier la Cham-
bre Basse de permettre à M. Vernon,
Secrétaire, de se rendre à leur Comité,
pour y être ouï sur quelques affaires qui
regardoient le Traité de Partage, ce
qui leur fut accordé, & le lendemain
ils convinrent des principaux points de
l'Adresse qu'ils avoient resolu de pre-
senter au Roi.

Le 30. le Chevalier Hedges, Secré-
taire d'Etat presenta à la Chambre des
Communes la lettre suivante de Sa Ma-
jesté.

GUILLAUME ROI,

SA Majesté ayant ordonné à M. Stanhope,
son Envoyé Extraordinaire & Pleni-
potentiaire à la Haye, d'entrer en negocia-
tion de concert avec les Etats Généraux des
Provinces-Unies, & autres Puissances pour
la sûreté mutuelle de l'Angleterre & de la
Hollande, & pour le maintien de la Paix
de l'Europe, conformément à une Adresse
de la Chambre à cet effet; Et ledit Sieur
Stanhope ayant envoyé à Sa Majesté la Copie
des Demandes faites par lui & par les De-
putez des Etats Généraux sur ce sujet à
l'Ambassadeur de France à la Haye; Sa
Majesté a trouvé à propos de vous les com-
muniquer, son intention étant de vous faire
part de temps en temps de l'état & du pro-
grez de ces negotiations, dans lesquelles el-
le

478 *Mercuré Historique &*
le est entrée en consequence de ladite Adresse.
A Kensington le 28. Mars 1701.

Après la lecture de cette lettre, qui fut extrêmement agreable aux Communes, elles ordonnerent qu'on l'examineroit.

Le 2. de ce mois on fit raport à la Chambre Basse des resolutions prises dans le Comité du Subside, qui furent:

I. De donner vingt-cinq mille livres Sterling pour l'Artillerie de terre.

II. De donner cent mille livres Sterling pour aquiter les Billets de l'Echiquier.

III. D'accorder 37788. livres Sterling pour payer sept quartiers d'interêts dûs sur les Billets du Malt.

IV. De lever 33847. livres Sterling pour une année d'interêts des emprunts sur le premier Subside de trois Schellins sur les Terres.

V. De payer 1232 livres Sterling pour un an d'interêt qui reste dû sur la taxe du papier timbré.

VI. De lever 18381. livres Sterling pour un an d'interêt dû sur la troisième Capitation.

VII. D'en lever 35310. pour un an d'interêt sur la taxe du Cuir.

VIII. D'en lever 1738. pour un an d'in-

Politique. Avril 1701. 479
d'interêt dû sur la troisième taxe de trois Schellins.

Toutes ces resolutions, excepté la septième furent approuvées.

Le 4. de ce mois les Seigneurs presenterent leur Adresse, qui étoit conçue en ces termes.

Adresse de la Chambre Haute
à Sa Majesté.

Nous les très-fideles & très-obéissans Sujets de V. M. les Seigneurs Ecclesiastiques & Séculiers assemblez en Parlement, ayant lu & examiné le Traité du 3. Mars, fait avec le Roi de France, ensemble les Articles séparés & secrets, qu'il a plu à V. M. de nous communiquer, Représentons très-humblement à V. M.; qu'à notre grand regret, nous trouvons que ce qu'il contient, a été d'une mauvaise consequence pour la paix & la seureté de l'Europe; Car outre que cela peut avoir donné lieu au feu Roi d'Espagne, de faire son Testament en faveur du Duc d'Anjou; Si ce Traité avoit eu son effet, le préjudice qui auroit rejailli sur V. M., sur vos Sujets, & même sur toute l'Europe, en ajoutant à la France les Royaumes de Sicile & de Naples, divers Ports de la Méditerranée, la Province de Guipuscoa, & toute la Lorraine, auroit été non seulement très-considerable; mais aussi

contraire à l'intention du Traité même, qui a été fait pour lever les ombrages de l'Union d'un si grand nombre d'Éats & de Dominations sous un même Chef.

Et comme par l'examen que nous avons fait du progrès de ce fatal Traité, Nous ne voyons pas que les ordres & instructions verbales, (si on en a donné aux Plenipotentiaires de V. M.) ayant été examinées dans aucun des Conseils, ou Comitez du Conseil de V. M., Nous croyons qu'il est de nôtre devoir envers V. M., & de la Justice à l'égard de nôtre Patrie, de supplier très-humblement V. M., qu'à l'avenir il lui plaise de requérir ou d'admettre dans toutes les affaires d'importance, l'avis de vos Sujets naturels de ce Royaume, dont la probité reconnue, & les engagements, peuvent donner à V. M. & à vos Peuples, une juste assurance de leur fidélité pour vôtre service; Et pour cet effet, d'établir un Conseil composé de personnes auxquelles V. M. puisse confier toutes les affaires du dedans & du dehors du Royaume, qui regarderont en aucune manière l'intérêt de V. M. & de ses États: Car comme l'intérêt & l'affection naturelle pour leur Patrie, les portera toujours à en souhaiter l'avantage & la prospérité, plus que d'autres qui n'y ont pas les mêmes engagements; & que d'ailleurs la connoissance & l'expérience qu'ils ont des affaires de leur pays, les rendra aussi plus capables que des Étrangers, de conseiller V. M. sur les intérêts

réels de la Nation, Nous sommes très-persuadés, qu'après tant de grandes & réitérées démonstrations du devoir & de l'affection de vos Sujets, V. M. ne doutera point de leur Zele pour son service, & ne manquera pas de connoître la capacité des personnes propres à être employées dans les affaires épineuses & secrètes.

Et puis qu'il paroît que le Roi de France, en acceptant le Testament du Roi d'Espagne, a manifestement violé ce Traité, Nous conseillons très-humblement V. M. que dans les Traitez, qu'Elle fera à l'avenir avec le Roi de France, Elle y procède avec de telles précautions, qu'Elle puisse se faire donner des sûretés réelles & effectives.

La réponse de Sa Majesté fut telle.

MY LORDS,

Cette Adresse contient des choses de grande importance. J'aurai toujours soin que tous les Traitez que je ferai, soient pour l'honneur & la sûreté de l'Angleterre.

Les Communes presenterent la leur deux jours après. La voici.

Adresse de la Chambre Basse
à Sa Majesté.

SIRE,

Comme il n'y a rien qui puisse contribuer d'avantage à l'honneur de V. M. & à
Tom. XXX. X la

la ſeureté de la Nation, que de prendre les avis de vos Conſeillers Anglois, Nous les très-obéiſſans & très-fideles Sujets de V. M. les Communes aſſemblées en Parlement, Remercions très-humblement & de tout nôtre cœur V. M. de vôtre Meſſage ſavorable, par lequel Vous avez eu la bonté de nous communiquer vos intentions Royales, & d'informer cette Chambre de l'état & du progrès des négociations, dans leſquelles V. M. eſt entrée conformément à l'Adreſſé de cette Chambre. Si V. M. avoit été conſeillée de prendre cette voye, avant que de conclurre le Traité de partage, qui a été ſcellé du grand Sceau d'Angleterre, pendant la ſéance d'un Parlement, & ſans prendre ſon avis, Nous aurions été diſpenſéz de repréſenter à V. M., comme nous ſommes obligéz de le faire, quoi-qu'à regret, les mauvaiſes conſéquences de ce Traité, à l'égard de ce Royaume, & de la Paix de l'Europe, en ce qu'il tendoit ſi directement à augmenter le pouvoir & la grandeur de la France, en mettant le Roi de France en poſſeſſion de tant de grands Etats & Dominations du Roi d'Eſpagne, à la ruine du Commerce de ce Royaume; Et on peut attribuer juſtement à ce Traité, les dangers qui menacent tout à la fois ce Royaume & la Paix de l'Europe.

Ré-

Ayuntamiento de Madrid

Politique. Avril 1701. 483
Réponſe de Sa Majeſté à cette Adreſſe.

MESSIEURS,

Je ſuis bien aîſé que vous ſoyez ſatisfaits de ce que je vous ai communiqué l'état des Négociations dans leſquelles je ſuis entré conformément à vôtre Adreſſe. Je continuerai de vous informer du progrès qui ſ'y fera; & je recevrai toujours volontiers vos avis là-deſſus; Etant très-persuadé qu'en rien ne peut contribuer plus efficacement au bonheur de ce Royaume, & à la Paix de l'Europe, que la concurrence du Parlement à mes Négociations, & une bonne intelligence entre Moi & mon Peuple.

Le 11. le Chevalier Hedges fit ſçavoir aux Communes qu'il avoit encore un Ecrit ſigné du Roi à leur communiquer avec un Extrait du Registre des Reſolutions de L. H. Puiſſances, les Etats Généraux du 4. du même mois. En voici la Copie.

GUILLAUME ROI,

SA Majeſté ayant reçu avis de M. Stanhope, ſon Envoyé Extraordinaire à la Haye, que l'Ambaſſadeur de France y avoit déclaré au Penſionnaire, que le Roi ſon Maître n'avoit point d'autre répoñſe à faire aux demandes des Etats Généraux des Provinces-Unies, ſinon qu'il étoit prêt à renou-

X 2

veller

veller & confirmer le Traité de Ryswick, les Etats ne devant point s'attendre à d'autres sûretés; & qu'il n'avoit point d'ordre de donner aucune réponse audit Envoyé de S. M.: Mais que si S. Majesté avoit quelque chose à demander, Elle le pouvoit faire par son Ambassadeur à Paris, ou par le Ministre de France qui est à Londres, & qu'il n'avoit aucune Commission de Traiter avec personne, qu'avec les Etats. Et Sa Majesté ayant aussi reçu deux Résolutions des Etats, & un Memoire de leur Envoyé en cette Cour, au sujet des Vaisseaux qu'ils envoient pour joindre la Flote de S. M., & des secours qu'ils prient qu'on leur envoie au plûtôt, en vertu du Traité fait le 3. Mars 1677. Sa Majesté a trouvé à propos de communiquer le tout à la Chambre, afin qu'elle puisse être particulièrement informée de l'état présent des affaires de delà la Mer, où les négociations semblent être terminées, par la réponse positive que l'Ambassadeur de France a donnée aux Etats; Ce que S. M. recommande à la considération sérieuse de la Chambre, comme une affaire du plus grand poids, & de la plus grande conséquence; souhaitant que la Chambre donne sur cela ses Conseils à S. M. pour notre propre sûreté, pour celle des Etats Generaux, & pour la Paix de l'Europe. A Kensington le 11. Avril 1701.

Après la lecture de cet Ecrit la Chambre résolut de le prendre le lendemain

main en considération, & de travailler en même temps à l'affaire du Subside.

On lut ce même jour dans la Chambre des Seigneurs une lettre du Duc de Savoye, adressée au Lord Garde des Sceaux, avec une Protestation que la Duchesse de Savoye a faite contre le réglement de la Succession à la Couronne d'Angleterre, en faveur de la Maison Electorale de Hannover. La voici

Protestation de Madame la Duchesse de Savoye contre l'Acte de la Succession à la Couronne d'Angleterre.

A Nne d'Orleans Duchesse de Savoye &c. & Princesse du Sang d'Angleterre par la Princesse Royale de la Grande Bretagne, Henriette, sa Mere, fait une si haute estime de cette prerogative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occasion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute la Nation Angloise, comme un temoignage de la gloire qu'Elle entre, d'avoir droit à cet Auguste Trône.

C'est pourquoy étant informée qu'on a délibéré de régler l'ordre de la Succession à la Couronne d'Angleterre, dans le Parlement présentement assemblé, Elle représente au Roi & à ce même Parlement, qu'en qualité de Fille unique de la seule Princesse Royale Henriette sa Mere. Elle est la premiere appelée après le Roi Guillaume III. & la Prin-

esse de Danemarc, suivant les Loix, & les Coutumes d'Angleterre, qui ont toujours préféré la ligne la plus proche à la plus éloignée. Son droit étant ainsi reconnu de tout le monde, & incontestable n'a pas besoin de plus grandes preuves; Mais Elle ne laisse pas de protester contre toute deliberation & décision contraire, en la meilleure & plus efficace maniere qui se puisse pratiquer en semblables cas; En quoi elle suit plutôt la coutume que la nécessité, parce qu'elle a une saine idée de la sagesse & de la justice du Roi & du Parlement, qu'elle ne doit rien craindre de leur part, qui puisse jamais nuire à elle & à ses Enfants.

On dit que le Comte de Tallard doit faire la même Protestation au nom de S. A. R. le Duc d'Orleans. Ce Ministre partit le 19, & a laissé M. Pouffin pour vaquer aux affaires de France.

Le 12. la Chambre Basse employa toute la Seance à entendre le rapport des résolutions qui avoient été prises, il y avoit quelques jours par le Comité au sujet du Traité de Partage, sçavoir, que le Comte de Portland étoit coupable de malversation, pour avoir conseillé au Roi de faire ce Traité. Elle approuva cette résolution, ordonna que le Chevalier Levifon Gower iroit accuser ce Comte à la Barre des Seigneurs, & établit

blit un Comité pour dresser les articles d'accusation. On voulut impliquer dans la même affaire le Lord Sommers, ci-devant Chancelier, qui apposa à ce Traité le grand Sceau d'Angleterre, mais il fut conclu à la pluralité des voix qu'il avoit pu le sceler sans y avoir part.

II. On assure que la Flote du Roi d'Angleterre pourra être composée en cas de besoin de cent deux Vaisseaux de guerre, dont trois seront du second rang, vingt-sept du troisième, trente-huit du quatrième, quinze du cinquième, douze du sixième, & sept Brûlots. En cas de guerre on détachera une Escadre de vingt Vaisseaux, sur lesquels on embarquera un bon corps de troupes pour les Indes Occidentales. Le 12. de ce mois il y en avoit trente-sept aux Dunnes, dont le Winchester est l'Amiral.

Le Roi a nommé Milord Rabi pour aller complimenter Madame la Duchesse de Hannover sur sa nomination à la succession de la Couronne.

III. La Compagnie d'Ecosse songe à se mettre en état d'aller reprendre Darien en cas de rupture. On a publié en Irlande une Proclamation pour desarmer les Papistes & saisir leurs chevaux.

Reflexions sur les Nouvelles de la Grand' Bretagne.

I. **C**E qui se passe en Angleterre à l'égard du Traité qui avoit été conclu pour tâcher de conserver la Paix à l'Europe, fait entrevoir bien des choses tout à la fois. Celles qu'on entrevoit d'abord, sont que les Anglois sont jaloux de leurs privilèges, qu'ils n'aiment pas que les Etrangers occupent chez eux les grands postes, & que l'agrandissement de la France les allarme. Il est certain que la chaleur qu'ils ont témoigné jusques ici au sujet de ce Traité dont il ne s'agit plus, est outrée; mais on doit conclure de cette chaleur qu'ils prendront des résolutions vigoureuses pour se mettre en état de ne rien craindre de la jonction des deux Couronnes, qui ne pourroit à la fin que leur être funeste & à leurs Alliez, s'ils demeurent dans l'inaction; qu'en un mot, sans se mettre plus en peine de ce qui n'existe point, ils ne s'occuperont que de ce qui existe.

NOUVELLES DE POLOGNE ET DU NORD.

I. **L**A Diète Générale de Pologne a été fixée au 30. du mois de Mai prochain & a été publiée le 16. de Mars. Sa Majesté Polonoise arriva à Warsovie du petit voyage qu'elle étoit allé faire à Birzen, & l'on assure qu'elle a conclu avec le Czar de Moscovie un Traité d'Alliance offensive & défensive pour continuer la guerre contre le Roi de Suede. La République ne paroît pas dans le dessein d'entrer dans cette guerre, & les troubles de Lituanie continuent. On craint la Confédération de l'armée de la Couronne, & les Polonois, non plus que les Lituaniens, ne veulent point que les troupes de Saxe demeurent dans leur Pais. Le Marquis de la Forêt mourut subitement à Warsovie vers le commencement du mois dernier. Les troupes Saxonnnes ferrent fort Riga.

II. Le Roi de Suede prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir les desseins de ses ennemis. Il doit faire transporter quinze mille hommes en Livonie.

On parle d'un Traité par lequel le Roi de Dannemark doit fournir quelques troupes à Sa Majesté Imperiale.

III. L'affaire de la Succession de Mecklenbourg Gustraw a été terminée par un Traité conclu entre les Ducs de Swerin & de Strelith. Le Duché de Gustraw demeure tout entier au Duc de Swerin, qui accorde au Duc de Sterlitz l'Evêché de Ratzebourg secularisé, le District de Stargard, une somme sur des Peages, afin de produire en tout quarante mille écus de rente au Duc de Sterlitz, la Souveraineté sur les terres qui lui tombent en partage, & le droit d'avoir un suffrage avec la séance dans les Dietes de l'Empire. Ce Traité fut signé à Hambourg le 12. de Mars par ces deux Princes, & il a été ratifié par l'Empereur.

Reflexions sur les Nouvelles de Pologne & du Nord.

I. **Q**Uoi que la Pologne ne soit guères tranquille, & que Sa Maj. Polonoise soit assez occupée chez elle, il est pourtant à craindre pour le Roi de Suede qu'il n'éprouve à la fin quelque

quelque échec, & qu'il ne perde Riga pour le moins. La situation, où sont les affaires de l'Europe n'est pas avantageuse pour ce jeune Monarque. Il se voit deux Puissances sur les bras, dont l'une peut mettre sur pied des forces formidables, & ceux qui pourroient lui prêter du secours auroient besoin qu'il leur en prêtât dans la circonstance présente. Ce Prince que son courage soutient, prend toutes les mesures qu'il croit nécessaires pour ne se laisser point surprendre, mais comme ses ennemis en prennent aussi pour faire sur lui des conquêtes, & pour se dédomager des avantages qu'il a eus sur eux, les apparences ne sont pas pour lui, à moins que les choses ne changent tout d'un coup de face, ce que peu de temps nous apprendra.

NOUVELLES D'ESPAGNE, DES PAYS-BAS ET DE HOLLANDE.

IL y a quelques avis d'Espagne, qui disent que pendant le séjour du Roi au *Buen-Retiro*, on travaille à disposer toutes choses, non seulement pour l'entrée de Sa Majesté à Madrid, mais

aussi pour ce qui regarde la Cérémonie de son Couronnement, avant laquelle on dit qu'il faudra assembler les Etats du Royaume, qu'on nomme *las Cortes*; ce qui demande du tems & des soins, pour prévenir les difficultez qui peuvent naître par le credit des Mécontents, dans une Conjoncture aussi douteuse qu'est celle-ci, sur les suites de ce grand changement. On souhaite fort la paix en Espagne, parce qu'on en a besoin pour rétablir les affaires en meilleur état qu'elles n'ont été par le passé; & quoique le Royaume soit assuré d'un puissant secours de la part de la France, il paroît néanmoins qu'on n'y regarde pas sans inquiétude tant de préparatifs de guerre qui se font par tout. Le Duc d'Albuquerque, qui est allé visiter les Ports du Détroit, a envoyé à la Cour des Mémoires & des Plans de fortifications, pour lesquelles il faut du tems & des fonds considerables. Ceux de la Principauté de Catalogne ont fait difficulté de laisser prendre possession de la Viceroyauté au Comte de Palma, jusques à ce que le Roi ait prêté serment pour la conservation de leurs Privileges; de sorte que ce Viceroy n'a pas passé Lerida, où il s'est contenté de prêter serment entre les mains du Sindic de la

Dé-

Députation de Catalogne, en attendant le retour du Courier qui a été dépêché au Roi sur ce sujet; & cependant il est allé faire un voyage à Notre-Dame de Montserrat.

Le nouveau Roi va souvent à la chasse, & se fait voir au peuple en traversant à cheval la Capitale du Royaume. Il lui est arrivé une fois d'avoir rencontré le Viatique qu'on venoit de porter à un malade. D'abord il descendit de cheval & suivit à pied jusqu'à l'Eglise de S. Sebastien. Il a fait manger quelquefois les Grands avec lui, qui témoignèrent quelque repugnance à lui obéir, à cause que ce n'est pas la coutume d'Espagne, mais le Monarque leur dit, qu'à l'égard des Loix fondamentales du Royaume il les soutiendrait & les observeroit avec exactitude, mais qu'il chercheroit les occasions de leur donner des marques de son amitié & de son estime, dont la familiarité est l'une des plus sensibles.

Outre la Réforme que ce nouveau Monarque a faite dans la Maison Royale, il a supprimé la Chambre des Indes, & n'en a conservé que huit Conseillers. Ceux du Conseil des Finances ont été réduits à six, & ceux de la Chambre des Comptes à quatre. La Charge

X 7

de

de Commissaire Général, qui est très-considerable, a été donnée au Marquis de Gastanaga, & le Marquis de Leganez a été nommé par Sa Majesté son Vicair Général dans tout le Royaume. Ce Marquis commandera en Andalouzie, pour y pourvoir à la sûreté des Côtes & des Frontieres. On a ôté à l'Amirante de Castille la Charge qu'il avoit de Généralissime de Mer & de Terre avec les appointemens qui y étoient attachez: on a retranché au Comte d'Aguilar ceux qu'il avoit en qualité de Général de Mer, & on a reformé beaucoup de pensions & de dépenses, dont les particuliers profitoient sans aucune utilité pour le Royaume, & à la charge de ses Finances. Ce Prince n'est assisté dans toutes ses deliberations que du Cardinal Porto-Carrero, & de D. Manuel Arias, Président du Conseil de Castille, qui a été conservé dans cette Charge; outre cela il est Conseiller d'Etat. Il est certain que Sa Majesté Catholique marque beaucoup de vigueur dans le commencement de son Regne. Cela fait d'un côté des mécontents, mais d'un autre le temps est précieux pour mettre le Royaume en quelque état de n'être pas absolument à la charge de la France. Ainsi pendant que l'union des deux Couron-

nes tient tout en respect à Madrid & dans les autres Villes d'Espagne, la Cour profite du temps present au tant qu'il est possible pour apporter quelque ordre aux affaires les plus pressées & les plus importantes.

Il a été resolu de faire une levée de huit mille hommes en Espagne, & de vingt-quatre mille en Flandres, où on a fait remettre cent mille écus, & deux cens mille dans le Milanez, qui est tout ce qu'on a pû faire en attendant que l'ordre soit mieux établi dans les Finances.

Le Roi Catholique donna le 4. de Mars une Audience publique au Nonce du Pape, & aux Ambassadeurs de France, de Savoye, de Venise & de Malte. Le 19. il la donna à l'Envoyé de Portugal & à celui de Parme, & le 23. à M. de Schoneberg, Envoyé Extraordinaire des Etats Généraux des Provinces-Unies, qui le complimenta de la part de Leurs Hautes Puissances. Les Vicerois du Perou & de la Nouvelle Espagne ont receu ordre de revenir à Madrid, & le Roi a nommé d'autres personnes à leur place par provision, en attendant qu'elle en dispose autrement. La Nourrice du nouveau Roi a été renvoyée en France avec une pension de dix à douze mille livres

496 *Mercuré Historique*
livres. On dit que les Algeriens doivent
envoyer une Ambassade solemnelle à
Madrid.

Le Nonce du Pape réitera le mois
dernier au Roi Catholique les offres que
le S. Pere a faites de sa Mediation, pour
terminer par la douceur les differens
qu'il y a entre Sa Majesté Imperiale, la
France & l'Espagne, & on prétend que
le jeune Roi répondit, qu'il remercioit
Sa Sainteté de ses soins paternels pour
le repos de l'Europe, mais qu'il ne pou-
voit pour le present accepter cette Me-
diation, n'étant pas encore réduit à
cette nécessité. Le Connétable de Cas-
tille est attendu à Madrid. Le present
que le Roi de France lui fit en partant
de Paris, est le Portrait de ce Monar-
que, enrichi de Diamans de la valeur
de soixante mille livres. Ce Ministre a
substitué ce Portrait dans sa Famille à
ses descendans qui porteront son nom.
Le Clergé d'Espagne a accordé un Don
gratuit de deux Millions de Piastras au
nouveau Roi.

Le bruit a couru pendant long-temps
que le Roi de Portugal s'étoit déclaré
en faveur de Sa Majesté Catholique, &
qu'il avoit signé une Ligue offensive &
défensive avec la Couronne d'Espagne
& celle de France. On a dit depuis que
cette

Ayuntamiento de Madrid

Politique. Avril 1701. 497

cette Ligue ne regardoit que la conser-
vation des Païs de l'Amerique. Cepen-
dant les derniers avis qu'on a receus de
divers endroits portent tous que Sa Ma-
jesté Portugaise ne s'est point encore dé-
clarée.

On a receu à Madrid quelques Co-
pies d'un Ecrit, avantcoureur du Ma-
nifeste que Sa Majesté Imperiale doit
faire publier, par lequel on explique
en abrégé le droit que prétend avoir la
Maison d'Autriche à la succession d'Es-
pagne; l'invalidité du Testament du
feu Roi Charles II. dont on tâche de
faire voir que les intentions avoient
toujours été d'observer une exacte ju-
stice. & de conserver la paix de l'Eu-
rope sur le fondement des Traitez; &
les consequences qu'on veut qui en re-
sultent contre la tranquillité, & la sûre-
té de toute l'Europe, & en particulier
de la Maison d'Autriche, sur les rui-
nes de laquelle la France veut s'éle-
ver à la Monarchie Universelle.

II. Le Prince de Steenhuyse, Colo-
nel d'un Regiment de Cavalerie & In-
specteur Général mourut à Bruxelles le
13. de ce mois. Sa Charge d'Inspecteur
a été donnée à M. des Fourneaux. La
Garnison d'Anvers a été augmentée de
deux Bataillons, & les troupes Fran-
çoises

498 *Mercur Historique &*
çoises augmentent toujours dans les
Pais-Bas. Le bruit court que le Roi de
France ira en Flandres.

On publia le mois dernier à Bruxelles un Placard au nom du Roi d'Espagne, par lequel Sa Majesté Catholique ordonne à tous les Sujets des Pais-Bas, qui pourront avoir pris parti dans le service des Etrangers, de le quitter & de se rendre chez eux, avec promesse qu'ils y seront employez avantageusement: & au cas qu'ils refusent ces offres, ils seront traités comme rebelles & deserteurs, leurs biens seront confisquez & annexez pour toujours aux Domaines du Roi, ils seront degradez de Noblesse, & punis de mort s'ils sont pris.

Son Altesse Electorale de Baviere partit des Pais Bas le 22. du même mois pour se rendre dans ses Etats. Elle avoit reçu auparavant de Sa Majesté Très-Christienne la Lettre suivante.

MON FRERE,

LA longue absence de vos Etats, ne me permet pas de douter que votre retour n'y soit absolument nécessaire dans la conjoncture presente: Il ne seroit pas raisonnable que votre bonne conduite dans le Gouvernement des Pais-Bas, & les services que vous rendez

au

Politique. Avril 1701. 499

au Roi mon Petit-Fils vous fissent abandonner vos propres interêts pour l'amour de lui, puisque vos affaires vous obligent de partir, avant que vous puissiez recevoir de ses lettres; je puis vous assurer de sa part qu'il approuvera que vous remettiez le Gouvernement general entre les mains du Marquis de Bedmar, afin que celui-ci puisse en qualité de Gouverneur General des Armes en avoir soin jusqu'à votre retour, vous le réglerez selon le temps que vous croirez que vos affaires pourront le permettre, & vous pourrez revenir aussi-tôt que vous le jugerez à propos, sans qu'il soit nécessaire que vous envoyiez de nouveaux ordres dans les Pais-Bas pour votre reception: le Roi d'Espagne donnera les siens pour mettre les affaires en état, de sorte que pendant votre absence tout se passera comme vous le pourrez souhaiter. Sur ce je prie Dieu, mon cher Frere, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. Ecrit à Marli le 19. Mars 1701. Signé, LOUIS, & plus bas, COLBERT.

Madame l'Electrice, son Epouse, partit le 6. de ce mois avec une suite de quatre cens soixante personnes, soixante Carosses, & huit cens Chevaux.

Le Marquis de Bedmar a donné divers ordres pour rétablir les Fortifications des Places Frontieres, & les Généraux François font tirer une Ligne, depuis

depuis Anvers jusqu'à Lièr, pour la sûreté de cette première Place. Cette résolution ne fut pas plutôt prise, que le Marquis de Courtebonne, qui y commande, fit dire aux Magistrats qu'il faisoit qu'ils fournissent un Million pour exécuter ce projet. La Magistrature & la Bourgeoisie s'assemblerent là-dessus, & demanderent trois jours pour délibérer sur cette demande, mais le Commandant ne voulut accorder que vingt-quatre heures, disant qu'en France on n'en auroit pas accordé plus de trois. Les Habitans des Pais-Bas sont très mécontents des troupes Françaises, & il arrive à cet égard-là de tems en tems des desordres qui leur font regretter les troupes Hollandoises, sur tout depuis un réglement qui y a été fait pour le logement des Soldats sur le pied de France. Il y a douze mille Pionniers employés aux Fortifications d'Anvers, c'est à dire, aux Forts que l'on construit le long de l'Escaut & à la Ligne dont on a parlé.

Le Comte de Briord, Ambassadeur de France à la Haye en partit le 30. du mois passé pour retourner en France. Mrs. les Etats Généraux font fortifier toutes leurs Places Frontières, & se mettent en état de soutenir la guerre s'ils

ne

ne peuvent pas l'éviter. Ils ont augmenté considérablement leurs troupes, & il leur en arrive tous les jours de celles que leur doivent fournir leurs Alliez. Les Anglois leur ont accordé le secours stipulé par le Traité du 3. de Mars 1677. Car on apprend que le 13. de ce mois il fut résolu d'une commune voix dans la Chambre Basse; *Que Sa Majesté seroit priée de pousser ses négociations avec les Etats Généraux, & de prendre toutes les mesures convenables pour leur sûreté; qu'elle continueroit avec eux le Traité mentionné, qu'elle seroit assurée que la Chambre la mettroit en état de soutenir ce Traité;* Et que le 14. on accorda au Roi un Subside de quatre cens mille livres Sterling, uniquement dans cette vue.

M. le Comte François d'Ouwerekerk leve une très belle Compagnie de Grenadiers à Cheval pour le service de Leurs Hautes Puissances. Les Chevaux sont déjà arrivez d'Angleterre à Schoonhove, où est le quartier d'assemblée de cette Compagnie, pour laquelle on prend un ou deux hommes des mieux faits des Régimens qui sont au service des Etats.

Les affaires à l'égard des propositions de sûreté faites à la France sont toujours dans le même état; les conférences qui

302. *Mercuré Historique &*
qui ont été interrompues n'ont pas été
encore reprises. Le Baron de Wasse-
naer, Contre-Amiral, leva l'ancre le
16. de ce mois au Port de Texel, pour
se mettre en Mer avec tous les Vais-
seaux de Leurs Hautes Puissances qui
s'y trouverent, à la reserve du Vaisseau
l'Union, qui doit être monté par l'A-
miral Allemonde. On a publié & affi-
ché un nouveau Placard fort rigoureux,
qui défend la sortie des Chevaux, & il
y en a un autre, par lequel il est enjoint
que tous les Vaisseaux Marchands qui
partiront des Ports des Provinces-
Unies, devront fournir le cinquième
homme pour le service de l'Etat.

M. de Stanhope, Envoyé & Pleni-
potentiaire de Sa Majesté Britannique,
a eu le 22. une Conference avec les Dé-
putez de Leurs Hautes Puissances.

Les trois Regimens Ecossois de Strat-
naver, de Porthmore, & d'Hamilton
débarquerent le 26. à Willemstadt, &
devoient aller en garnison, l'un à Boi-
leduc, un autre à Breda, & un autre à
Berg-op-Zoom. Le Prince de Nassau
Sarbruck partit le 27. pour son Gou-
vernement de Boileduc.

T A B L E

D E S

M A T I E R E S

Mois d'Avril 1701.

M ercure Historique & Politique, contenant l'état present de l'Eu- rope.	387
Nouvelles de Rome & d'Italie.	ibid.
Reflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.	400
Nouvelles d'Allemagne.	403
Reflexions sur les Nouvelles d'Allema- gne.	412
Nouvelles de France.	415
Reflexions sur les Nouv. de France.	460
Nouvelles de la Grand' Bretagne.	470
Reflexions sur les Nouvelles de la Grand' Bretagne.	488
Nouvelles de Pologne & du Nord.	489
Reflexions sur les Nouvelles de Pologne.	490
Nouvelles d'Espagne, des Pays-Bas & de Hollande.	491

F I N.

MERCURE HISTORIQUE

ET

POLITIQUE,

*Contenant l'état present de l'Europe,
ce qui se passe dans routes les Cours,
l'intérêt des Princes, leurs brigues,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois de Mai 1701.

Le tout accompagné de Reflexions Politi-
ques sur chaque Etat.



A LA HAYE.

Chez HENRI van BULDEREN, Marchand
Libraire, dans le Pooten, à l'Enseigne
de MEZERAY.

M. DCCI.

Avec Privilège des Etats de Holl. & West.

Ayuntamiento de Madrid